



VIOLENCE AU TRAVAIL

COUPS DE POING, CRACHATS ET MENACES DE MORT

Les salariés du secteur de la santé sont les travailleurs les plus exposés à la violence, révèle un sondage-choc obtenu par *La Presse*.

PAGE A3

PHOTO OLIVIER PONTBRIAND, ARCHIVES LA PRESSE

LA PRESSE

SOLDATS EN DÉTRESSE

Soins inadéquats, culture du secret, honte : au moment où une apparente vague de suicides secoue les Forces armées, un militaire aux prises avec des problèmes de santé mentale se confie à *La Presse*.

PAGE A22

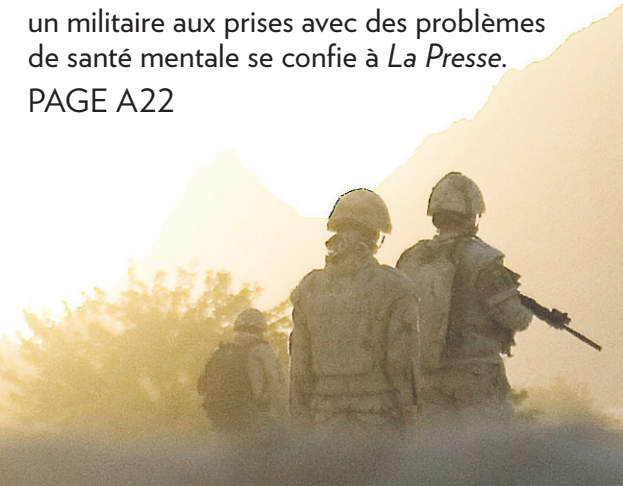


PHOTO ANJA NIEDRINGHAUS, ARCHIVES ASSOCIATED PRESS



EXCLUSIF

CADRE DE LA SQ... ET DE SNC-LAVALIN

Le chef de la lutte contre le crime organisé à la Sûreté du Québec a été embauché par la firme d'ingénierie. Mais il demeure employé du corps de police. Une source de malaise à la SQ. PAGE A5

PHOTO IVANOH DEMERS, ARCHIVES LA PRESSE

IGLOOFEST 2014

POUR SE TENIR AU CHAUD!

ARTS



PHOTO FOURNIE PAR IGLOOFEST

STÉPHANIE GRAMMOND
LES CONSOMMATEURS OTAGES DES AGENCES DE CRÉDIT AFFAIRES

MÉTRO

UNE TUILE S'ABAT SUR LA LIGNE JAUNE

L'an prochain, des travaux forceront sa fermeture une fin de semaine sur deux. PAGE A2



PHOTO JULIO CORTEZ, ASSOCIATED PRESS

CANADIEN 4
DEVILS 3 (F)

DESHARNAIS JOUE LES HÉROS

SPORTS

PHILIPPE CANTIN
OÙ SONT LES ENTRAÎNEURS QUÉBÉCOIS? SPORTS

MON CLIN D'ŒIL STÉPHANE LAPORTE
Québec déposera le quatrième projet de loi sur les mines. Sera-t-il question du port du casque ?

 Venez voir mon blogue! www.lapresse.ca/laporte



L-V 6 21924 98765 1



BAUME & MERCIER

MAISON D'HORLOGERIE GENEVE 1830
www.baume-et-mercier.com



MAISON BIRKS
EST. 1879
MAISONBIRKS.COM

Linea

ACTUALITÉS

NOËL
BRANCHÉ

POUR UN NOËL VRAIMENT BRANCHÉ, LISEZ
DEMAIN NOS SUGGESTIONS DE CADEAUX
TECHNOS DANS NOTRE DOSSIER SPÉCIAL.
EN EXCLUSIVITÉ DANS LA PRESSE+.



DÈS VENDREDI DANS LA PRESSE +
UN DOSSIER SPÉCIAL INTERACTIF

Tablettes, téléviseurs, chaîne stéréo, téléphones,
accessoires pour télé, appareils photo!



PHOTO IVANO H. DEMERS, ARCHIVES LA PRESSE

La Société de transport de Montréal devra procéder à la « fermeture complète » de la ligne jaune entre Montréal et Longueuil pendant 25 fins de semaine.

Après le pont,
le métro

D'importants travaux forceront la fermeture partielle
de la ligne jaune du métro en 2014

PHILIPPE
TEISCEIRA-LESSARD

La Rive-Sud de Montréal sera inaccessible en métro pendant la moitié des fins de semaine de l'année 2014, a annoncé hier la Société de transport de Montréal (STM).
Le transporteur doit effectuer d'importants travaux sur la ligne jaune du métro: refaire le « béton sur une partie de la voûte dans laquelle les eaux souterraines se sont infiltrées au fil des ans, canaliser ces eaux d'infiltration et réaliser des travaux d'électricité », selon un communiqué.
On devra procéder à la « fermeture complète » de la ligne pendant 25 fins de semaine.
En moyenne, quelque 11 600 personnes utilisent cette section du réseau chaque samedi, et 7800 chaque dimanche.
Les fermetures de 48 heures ont été « réparties en deux phases, soit de mars à mai et de septembre à décembre », a indiqué la STM.
Ces fermetures surviendront dans le contexte où plusieurs acteurs montréalais s'attendent

à voir le pont Champlain faire l'objet d'importants travaux au cours des prochaines années.
Les travaux sont « nécessaires pour maintenir nos infrastructures en bon état et pour assurer la fiabilité de notre réseau », a ajouté Carl Desrosiers, DG de la STM, dans un communiqué. Bien que la sécurité de la clientèle ne soit aucunement en cause, si nous voulons agir de manière responsable, nous devons procéder à ces travaux en 2014 ». Les réparations coûteront 10 millions. Québec assume 75 % de la facture.
Réduire l'impact
Afin de réduire l'impact des multiples fermetures sur les déplacements entre Montréal et la Rive-Sud, la STM mettra en place un réseau de navettes à haute fréquence.
« L'offre de service sera adéquate (toutes les 4 à 10 minutes) afin de bien desservir la clientèle qui utilise cette ligne de métro les fins de semaine », a indiqué la STM.
« Rien ne sera négligé pour assurer les déplacements de

façon efficace, malgré les inconvénients que les travaux vont entraîner », a affirmé Philippe Schnobb, tout nouveau président du conseil d'administration de la STM.
Longueuil
La mairesse de Longueuil, Caroline St-Hilaire, a affirmé qu'elle est convaincue que les travaux lancés par la STM sont « importants et nécessaires » et qu'il ne faut pas les repousser.
« Nous sommes rassurés de constater que la STM agit avant que les infrastructures ne se dégradent davantage et que les fermetures soient plus importantes », a-t-elle ajouté, par l'entremise d'un courriel.
La mairesse a conclu en rappelant qu'il ne s'agissait pas du premier malheur à s'abattre sur ses citoyens.
« Après la fermeture de voies sur le pont Champlain, des travaux dans le pont-tunnel, évidemment que cette fermeture du métro met encore une fois en évidence les besoins en termes de transports collectifs sur la Rive-Sud et la nécessité d'investissements importants », a-t-elle écrit.

NAVETTE JAUNE

Trois trajets de navette
pour remplacer la ligne jaune

- 1- Longueuil – Papineau – Berri-UQAM
 - 2- Longueuil – parc Jean-Drapeau
 - 3- Berri-UQAM – Papineau – parc Jean-Drapeau (casino)
- Passage toutes les 4 à 10 minutes

SOMMAIRE	
Amusez-vous!	AFFAIRES 11
Astrologie du jour	AFFAIRES 10
Bourses	AFFAIRES 8
Débats	A 30 et A 31
Décès	AFFAIRES 10
Horaire télévision	ARTS 6
Loteries	A 10
Monde	A 26 et A 28
Petites annonces	AFFAIRES 9
Sudoku	AFFAIRES 4

Météo
Nuageux avec averses, vent à 20 km/h. Maximum 8, minimum 1. AFFAIRES 9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?
nouvelles@lapresse.ca
UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?
commentaires@lapresse.ca

LONGINES®

Conquest Classic

CHÂTEAU D'IVOIRE
JOAILLIERS

MONTREAL • 2020 RUE DE LA MONTAGNE, 514 845 4651
SANS-FRAIS 1 888 883 8283
WWW.CHATEAUDIVOIRE.COM

CHÂTEAU D'IVOIRE
JOAILLIERS

MONTREAL • 2020 RUE DE LA MONTAGNE, 514 845 4651
SANS-FRAIS 1 888 883 8283
WWW.CHATEAUDIVOIRE.COM

Château d'Ivoire vous invite à une exposition exceptionnelle mettant en vedette les pièces exclusives de Pomellato, du 3 au 22 décembre seulement.

Dangereux, le travail?

Dans plusieurs secteurs, la réponse est sans équivoque. Oui.

Plus encore que les policiers ou les chauffeurs d'autobus, les employés qui œuvrent auprès des malades sont ceux qui sont le plus souvent victimes de violence au travail, révèle un sondage-choc obtenu par *La Presse*. Coups de poing, crachats, menaces de mort et injures sont le lot de l'écrasante majorité des employés du réseau de la santé. Les agents de la paix et les employés des transports collectifs suivent de près dans ce sombre palmarès.



GABRIELLE DUCHAINE

Un sondage comparatif obtenu par *La Presse* lève le voile sur une véritable crise. Dans le réseau de la santé, 81 % des membres du personnel soignant ont été victimes ou témoins de violence au cours de la dernière année, et dans 60 % des cas, il s'agirait d'actes de violence graves. Tout juste derrière viennent les chauffeurs d'autobus et les agents de la paix, dont la vie professionnelle n'est guère plus facile avec des taux respectifs de 80 et 77 %.

Le Groupe d'étude sur la violence au travail selon le sexe et le genre (VISAGE) de l'Institut universitaire en santé mentale de Montréal s'est intéressé à quelque 3000 employés jugés «à risque» des secteurs des affaires municipales, provinciales et sociales, afin de comparer leur exposition aux agressions physiques et verbales. Les autres professionnels de la santé, les gestionnaires, les employés des services d'administration, comme les secrétaires ou les réceptionnistes, et les travailleurs de métiers et du secteur des services complètent le sombre palmarès.

«Plus les gens sont en contact avec le public, plus il y a de la violence», explique le chercheur responsable, Stéphane Guay. Lui-même s'avoue surpris de l'ampleur du phénomène.

«Comme on s'adressait à un milieu à risque, on s'attendait

à avoir des taux élevés, mais 80 %, c'est beaucoup.»

Des hôpitaux violents

Contrairement à la croyance populaire, ce ne sont pas les policiers ou les chauffeurs d'autobus qui vivent le plus de violence au travail. Ils sont coiffés au fil d'arrivée par les employés œuvrant auprès des malades, comme les infirmières et les préposés aux bénéficiaires.

«C'est triste à dire, mais je ne suis pas étonnée», confie la présidente de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ), Régine Laurent, qui représente plus de 62 000 professionnels en soins infirmiers et cardiorespiratoires. «Je n'ai aucune indication que la violence a diminué dans les établissements de santé, dit-elle. Quand une personne attend à l'urgence depuis 18 heures, la première personne qu'elle voit, c'est l'infirmière. C'est [devant] elle qu'elle explose.»

Non seulement les morsures, les griffures, les crachats et les insultes sont-ils chose courante dans les chambres d'hôpital, mais encore ils sont considérés comme normaux par bon nombre d'employés. Si normaux, en fait, que près de 20 % hésitent à les dénoncer, de peur d'être jugés par leurs patrons. «La violence ne fait pas partie de la job», martèle M^{me} Laurent.

Danger sur la route

Les chauffeurs d'autobus, qui sont justement en pleine campagne anti-violence à Montréal, n'ont pas la vie beaucoup plus facile. «Depuis



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, ARCHIVES LA PRESSE

Les employés qui œuvrent auprès des malades, comme les infirmières et les préposés aux bénéficiaires, sont les personnes qui vivent le plus de violence au travail.

plusieurs années, on est victimes d'agressions totalement gratuites», déplore le porte-parole du syndicat de la STM, Stéphane Lachance.

Entre janvier et octobre, il recense 50 agressions déclarées. «Dans les faits, ça ne représente que le quart de ce qui arrive vraiment. Ces 50 cas sont des gens qui ont subi des chocs, qui consultent.» Les autres, dit-il, sont nombreux à simplement continuer leur route après avoir

et qu'il ne mérite aucun respect. Si un passager crachait sur le pilote en montant dans un avion, l'appareil ne décollerait pas.»

Les policiers vivent une situation semblable. «Pour les patrouilleurs, c'est la réalité au quotidien de se faire injurier ou montrer le doigt d'honneur», dit Yves Gendron, de la Fraternité des policiers de Montréal. Selon lui, 100 % des agents qui travaillent sur la route sont victimes d'actes violents.

Mais attention, prévient M. Gendron. Cela ne rend pas la violence acceptable. «Ça ne devrait pas être comme ça. Ce n'est pas normal qu'une personne se fasse insulter quand elle va travailler. Mais c'est notre réalité.»

Des conséquences graves

Une réalité qui, comme dans les autres domaines touchés, a des conséquences parfois très graves. «Ce n'est pas parce qu'on sort du stationnement que tout est oublié. Ça nous suit à la maison», dit Régine Laurent.

Selon le sondage de VISAGE, jusqu'à 66 % des travailleurs qui sont témoins ou victimes d'un acte de violence grave ont des flashbacks de l'événement. Beaucoup vivent de l'irritabilité et de l'hyper-vigilance et souffrent de troubles de sommeil.

Un cocktail psychologique qui a des impacts directs sur la productivité au travail, note Stéphane Guay. Sans compter les effets sur l'ambiance de travail. «C'est certain que ça mine», admet Yves Gendron.

«Quand une personne attend à l'urgence depuis 18 heures, la première personne qu'elle voit, c'est l'infirmière. C'est [devant] elle qu'elle explose.» — Régine Laurent, présidente de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec

essuyé un crachat en plein visage ou entendu une menace de mort à peine voilée.

«Il y a un gros problème de perception. Les gens se disent que le chauffeur ne fait que les amener du point A au point B

«Il y a beaucoup de résilience. La moyenne des gens verrait ce que les policiers voient dans une journée normale et ne pourrait pas le tolérer. Pour les policiers, ça fait partie de la job.»

Des agressions graves

GABRIELLE DUCHAINE

Un chauffeur d'autobus de la STM a été sauvagement agressé en pleine nuit alors qu'il faisait sa route dans le quartier Villieray, à Montréal. Après s'être disputés avec lui, trois hommes l'ont roué de coups. Il en aurait reçu au moins 30 seulement à la tête. Le chauffeur, Marc-Olivier Fortin, a été très grièvement blessé et a notamment subi un traumatisme crânien. Il a dû être plongé dans un coma artificiel. A ce jour, il n'est toujours pas retourné au travail. Ses trois agresseurs présumés ont été arrêtés.

«Il semble que ce soit une agression purement gratuite. Quand l'autobus s'est arrêté pour les faire monter, les hommes auraient eu une mésentente. Le chauffeur serait reparti, croyant qu'ils ne voulaient finalement pas monter, et se serait arrêté quelques mètres plus loin. Les suspects se seraient plaints de ce mauvais service et se seraient mis à insulter le chauffeur», avait à l'époque expliqué un porte-parole de la police.

Patients en crise

L'an dernier, un préposé aux bénéficiaires de l'aile psychiatrique de



PHOTO ANDRÉ PICHETTE, ARCHIVES LA PRESSE

Les chauffeurs d'autobus, qui sont en pleine campagne anti-violence à Montréal, n'ont pas la vie facile.

l'hôpital Charles-LeMoine, à Longueuil, a été attaqué par un patient en crise. «Le patient s'est rué sur moi et m'a donné neuf coups de poing à la tête», a raconté Stéphane Poissant à *La Presse* il y a quelques mois. Résultat: traumatisme crânien. Il a été en arrêt de travail pendant deux semaines.

Peu avant l'incident, une infirmière du même département, Micheline Lassonde, avait bien failli être étranglée par un autre malade. C'était le changement de garde, elle était seule au poste des infirmières. L'homme s'est glissé dans l'enceinte du poste et a tendu les mains vers

son cou. Elle l'a bloqué de justesse avec ses pieds. Il a fallu l'intervention de plusieurs collègues pour le maîtriser.

Un simple appel de routine s'est terminé en visite à l'hôpital pour un policier de la Rive-Sud le mois dernier. L'agent du Service de police de l'agglomération de Longueuil répondait à un appel sur une rue résidentielle de Brossard. Un homme était en crise, disait le répartiteur. Sur place, le policier a été attaqué par l'homme, qui lui a infligé une profonde laceration au bras. L'agent a dû être transporté à l'hôpital; où il a obtenu son congé après quelques heures.

DES MESURES RÉCLAMÉES

UN SECTEUR PRIORITAIRE

Pour diminuer le nombre de cas de violence envers les employés du secteur de la santé, la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ) aimerait que les travailleurs deviennent un groupe jugé prioritaire par la CSST au même titre que ceux du milieu de la construction. «C'est le seul moyen, croit la présidente Régine Laurent. En ce moment, lorsqu'un employé est agressé par un patient, on nous répond: "Ce n'est pas sa faute, c'est sa maladie." Et quand des travailleurs appellent la police, ils se font dire: "On ne peut pas intervenir, il est malade", dit-elle. L'employeur a des responsabilités et le fait de devenir un secteur prioritaire lui donnerait des obligations.» Selon la Loi sur la santé et la sécurité du travail, les membres de groupes jugés prioritaires, ceux de la construction, des mines ou de la foresterie par exemple, sont soumis à des mécanismes stricts et surveillés de prévention en santé et sécurité du travail et doivent se doter d'un programme de prévention clair. «Si on avait ça, la CSST pourrait débarquer sans préavis pour s'assurer que tout est dans l'ordre», dit M^{me} Laurent.

INSULTES MISES À L'AMENDE

Depuis plusieurs années, la Fraternité des policiers de Montréal demande à la Ville d'adopter un règlement municipal qui permettrait à ses membres de donner des contraventions aux gens qui les insultent ou qui les intimident. Un règlement similaire est déjà en vigueur à Québec, à Sherbrooke et à Trois-Rivières. «À Québec, ça fonctionne très bien. Les policiers ne donnent presque plus de contraventions pour ce motif. Les gens sont plus respectueux qu'avant», dit Yves Gendron, de la Fraternité. La demande a été faite officiellement, et rejetée par la dernière administration. «Peut-être que la nouvelle verra les choses autrement. En attendant, les policiers font avec les outils que la loi leur donne. Et ils se font injurier quotidiennement.»

LA VIOLENCE PRÉSENTE POUR PLUS DES DEUX TIERS DES TRAVAILLEURS

67 %

Pourcentage des 2889 travailleurs sondés qui ont déclaré avoir été victimes ou témoins de différents types de violence au travail, ou les deux, au cours des 12 mois précédents.

51 %

Pourcentage des travailleurs du milieu des transports urbains qui ont admis avoir été victimes ou témoins d'actes de violence grave, contre 41 % chez les agents de la paix et 35 % pour la moyenne des travailleurs sondés.

22 %

Pourcentage des travailleurs confrontés à de la violence grave qui remarquent une baisse de productivité au travail.

61 %

Pourcentage des femmes confrontées à de la violence grave qui disent souffrir d'hypervigilance, contre 39 % des hommes.

7 %

Pourcentage des sondés qui considèrent que la violence physique est normale dans leur milieu de travail. C'est chez les agents de la paix que la proportion est la plus élevée avec 18 %.

L'ÉVÉNEMENT "NON À L'HIBERNATION"

CET HIVER, LES CONDITIONS ROUTIÈRES VOUS LAISSERONT DE GLACE.



2013 MINI COOPER[†]

À PARTIR DE 23 600 \$ (PDSF)
25 355 \$ (TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS)

TAUX DE LOCATION
1,9 %^{††}
POUR 48 MOIS^{††}

VERSEMENT MENSUEL
255 \$^{††}

TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS
MONTANT DÙ À LA LIVRAISON: 3 021,91 \$
(FRAIS D'ADMINISTRATION INCLUS)

2013 MINI COOPER S PACEMAN ALL4[†]

À PARTIR DE 31 200 \$ (PDSF)
32 955 \$ (TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS)

FINANCEMENT
0,9 %^{†††}
POUR 60 MOIS

TAUX DE LOCATION
1,9 %^{†††}
POUR 48 MOIS

**TRACTION
INTÉGRALE
ALL4**

ENTRETIEN PÉRIODIQUE 3-ANS / 50 000 KM PROGRAMME SANS FRAIS** INCLUS:

- » CHANGEMENT D'HUILE À MOTEUR ET AJUSTEMENTS GRATUIT
- » REMPLACEMENT DU MICROFILTRÉ GRATUIT
- » CHANGEMENT DU LIQUIDE DE FREINS GRATUIT

OFFRE SPÉCIALE

ENSEMBLE DE PNEUS
D'HIVER ET DE JANTES EN
ALLIAGE MINI GRATUIT*

VISIT MINISPECIALOFFERS.CA



L'OFFRE SE TERMINE LE 2 JANVIER 2014.

MINI BROSSARD
8755, boul. Taschereau ouest
Brossard (Québec)
450-445-MINI (6464)
MINIbrossard.com

MINI LAVAL
2450, boul. Chomedey
Laval (Québec)
514-773-MINI (6464)
MINIlaVal.ca

MINI MONT ROYAL
4070, rue Jean-Talon ouest
Montréal (Québec)
514-289-MINI (6464)
MINImontroyal.ca



AUTOROUTE
5,2 L/
100 KM

VILLE
6,8 L/
100 KM***



[†] Photo du véhicule à titre indicatif seulement. ^{††} Le taux de location est celui offert par Services financiers MINI (participation du concessionnaire requise) sur approbation du crédit uniquement quant au modèle ci-après cité en stock: MINI Cooper Knightsbridge. Le prix de vente est de 23 600 \$. Offre à la location: Basé sur le prix de 23 600 \$ à vendre, fret[†] PDI de 1 755 \$, une location de 48 mois, avec un taux d'intérêt annuel de 1,9 % comportant une mensualité de 256,01 \$, un montant de 3 021,91 \$ est exigé à la signature du contrat de location, lequel montant inclut l'acompte de 1 950 \$, un dépôt de sécurité de 256,01 \$, la première mensualité, ainsi que l'enregistrement d'une hypothèque mobilière (49 \$), des frais d'administration (399 \$), la taxe de recyclage de pneus de (12 \$), ainsi que la taxe sur le climatiseur de (100 \$). La valeur résiduelle du véhicule à l'échéance du terme est de 10 856 \$. L'obligation totale pour la location est de 15 310,43 \$ (incluant l'acompte versé). La mensualité varie selon le montant de l'acompte versé et de la valeur résiduelle. Le kilométrage annuel alloué est de 16 000 km; 0,15 \$ du kilomètre excédentaire. Les frais d'immatriculation, les options, l'assurance et les taxes applicables sur le dépôt et sur les mensualités sont en sus. Des frais peuvent être exigés pour usure excessive. Les concessionnaires sont libres de fixer leurs propres prix et exigent des frais d'administration, ce qui modifie le taux de financement. ^{†††} Taux de financement de 0,9 % est uniquement disponible que pour les modèles 2013 MINI Paceman (toutes les variantes de moteur) pour 60 mois. Taux de location de 1,9 % est uniquement disponible que pour les modèles 2013 MINI Paceman (toutes les variantes de moteur) pour 48 mois. * Obtenez gratuitement un ensemble de pneus d'hiver et de jantes à l'achat, à la location ou au financement de tout modèle de MINI 2013. L'ensemble de pneus d'hiver et de jantes de 16 po Style R90 n'est offert gratuitement qu'avec les modèles MINI Cooper et MINI Cooper S suivants: bicorps, cabriolet et Clubman, et non sur les modèles John Cooper Works (bicorps, cabriolet et Clubman). L'ensemble de pneus d'hiver et de jantes de 16 po Style R90 a une valeur de 2 136 \$. L'ensemble de pneus d'hiver et de jantes de 17 po Style R124 n'est offert qu'avec les modèles MINI Countryman et 2013 MINI Paceman 2013 (tout type de moteur). L'ensemble de pneus d'hiver et de jantes de 17 po Style R124 a une valeur de 2 740 \$. L'offre se termine le 2 janvier 2014. Le véhicule doit être livré au plus tard le 2 janvier 2014. Participation du concessionnaire requise. Ces offres sont d'une durée limitée, sujette à la disponibilité et peut être modifiée ou annulée sans préavis. Certaines conditions s'appliquent. Consultez un concessionnaire MINI pour obtenir tous les détails. ** Les modèles MINI 2013 achetés au Canada d'un concessionnaire autorisé sont couverts par un programme d'entretien sans frais de 3 ans ou 50 000 km, selon la première éventualité. *** La cote de consommation s'applique uniquement au modèle MINI Cooper Knightsbridge 2013 à boîte de vitesses manuelle. © MINI Canada, 2013. « MINI », le logo MINI, tous les noms de modèles MINI et toute autre famille de marques, d'images et de symboles relatifs à MINI sont la propriété exclusive et/ou des marques déposées de BMW AG utilisées sous licence.

Un haut dirigeant de la SQ embauché par SNC-Lavalin

EXCLUSIF

FABRICE DE PIERREBOURG

Le grand responsable de la lutte contre le crime organisé de la Sûreté du Québec (SQ) vient d’être embauché par la firme SNC-Lavalin, tout en demeurant employé du corps de police, a appris *La Presse*.
Un bon coup pour SNC – ciblée par des enquêtes de l’Unité permanente anticorruption (UPAC) à la suite du scandale du Centre universitaire de santé McGill et de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) –, mais une source de malaise dans le monde policier.
L’inspecteur Lino Maurizio, qui compte 21 ans de service, était jusqu’à tout récemment intégré à la « Grande fonction des enquêtes criminelles », en tant que chef de la lutte contre le crime organisé.

Le 2 décembre, il a troqué son uniforme de policier pour celui de « chef des enquêtes » au sein de la firme SNC-Lavalin. Une embauche que la société n’a pas rendue publique.
« M. Maurizio apportera à SNC-Lavalin son expérience et ses connaissances en matière d’éthique, de conformité et d’enquêtes », a écrit Lilly Nguyen dans un courriel à *La Presse*.

Retraite dans un an

Ce haut dirigeant a conclu une entente avec la direction générale de la SQ afin que sa retraite ne soit en vigueur



PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

Lino Maurizio a conclu une entente avec la direction générale de la SQ afin que sa retraite ne soit en vigueur que le 4 décembre 2014. Concrètement, il est donc toujours employé de la Sûreté, mais en congé sans solde pendant un an, comme prévu dans les « conditions relatives à l’exercice des fonctions des officiers de la SQ ».

que le 4 décembre 2014. Concrètement, il est donc toujours employé de la Sûreté, mais en congé sans solde pendant un an, comme prévu dans les « conditions relatives à l’exercice des fonctions des officiers de la SQ ».
Selon nos sources, ce cas de figure particulier dans lequel se trouve Lino Maurizio a suscité – et suscite encore – des questionnements au quartier général de la rue Parthenais.

La direction de la Sûreté du Québec semble néanmoins confiante par rapport au cas Maurizio. Le nécessaire aurait été fait afin d’éviter tout soupçon de conflit d’intérêt ou de fuite d’informations sensibles, assure-t-on, dès que M. Maurizio a signifié son intention de se joindre à cette firme d’ingénierie qui fait l’objet d’une enquête policière.
On aurait même supprimé ses accès aux banques de données.

Son statut de « congé sans solde » lui assure toutefois de pouvoir revenir en cas de besoin à la SQ d’ici décembre 2014, date de son départ à la retraite.
« Nous avons pris des mesures et fait des vérifications, y compris au niveau de la Loi sur la police, confirme le lieutenant Michel Brunet. De plus, M. Maurizio n’a jamais été impliqué dans des enquêtes telles que celles traitées par l’UPAC. »

COMMISSION CHARBONNEAU

Sur la piste de l’argent de Fortier Transfert

KATHLEEN LÉVESQUE

La commission Charbonneau a commencé hier à suivre les traces laissées par l’argent dans le sillage de la vente de Fortier Transfert à son concurrent, l’entreprise Grues Guay.
Après la transaction en 2004, Fortier Transfert, qui avait conservé les comptes clients de l’entreprise, a fait appel à DV Capital pour récupérer l’argent. Or, DV Capital est dirigé par Denis Vincent, un proche des Hells Angels et ami de l’ancien président de la FTQ-Construction, Jean Lavallée.
Un analyste-enquêteur de la Commission, Guy Desrosiers, a témoigné afin de décortiquer les transactions effectuées entre juin 2004 et janvier 2005 par DV Capital. L’exercice pourrait constituer la première étape d’une démonstration qui reste toutefois à faire. L’information financière était touffue, mais l’enquêteur n’a pas fait état des conclusions qu’il fallait en tirer.

Chose certaine, les clients de Fortier Transfert ont payé leur dû à DV Capital, qui encaissait les chèques et remettait l’argent comptant à l’entreprise américaine Trading over the world (Trading). Selon la convention liant DV Capital à Trading, déposée à la Commission, l’entreprise de Denis Vincent agissait comme intermédiaire pour « l’échange de chèques ».
Trading est dirigée par Philippe Demanet, un citoyen belge résidant à Madagascar. M. Demanet serait impliqué dans le trafic de voitures volées. L’enquêteur Desrosiers a également souligné que de son côté, Denis Vincent était soupçonné d’être impliqué dans un réseau de vols de voitures.

200 000\$ comptant

Après ce témoignage, la Commission a entendu Raymonde Lefebvre, une secrétaire de chez Fortier Transfert, qui a tenté de faire casser son assignation à comparaître.
M^{me} Lefebvre était chargée de la tenue de livres chez



PHOTO LA PRESSE CANADIENNE

Un analyste-enquêteur de la Commission, Guy Desrosiers, a témoigné afin de décortiquer les transactions effectuées entre juin 2004 et janvier 2005 par DV Capital, dirigée par Denis Vincent.

Fortier Transfert, qui appartenait alors à Yannick Payette, le Fonds de solidarité FTQ et Louis-Pierre Lafortune (accusé notamment de gangstérisme). Une fois l’entreprise vendue à Grues Guay, M^{me} Lefebvre faisait plutôt la liste des chèques et remettait le tout à Louis-Pierre Lafortune.
Si sa mémoire a souvent fait défaut, M^{me} Lefebvre a tout de même reconnu avoir reçu, à l’automne 2004, deux enveloppes brunes contenant 200 000\$ comptant. La Commission avait un reçu signé de sa main pour lui rafraîchir la mémoire. Le témoin a toutefois été incapable de nommer la personne qui avait apporté l’argent.

« Reste tranquille »

En matinée, la Commission a présenté un cas concret dans lequel une entreprise a servi de façade à Normand Dubois, la présumée tête dirigeante d’un réseau de fausse facturation dans l’industrie de la construction.

L’entrepreneur Bernard Bellavance est venu raconter comment il avait été dupé par Normand Dubois et le comptable Clément Desrochers. L’entreprise de M. Bellavance, Construction du Riche-Lieu, était une coquille vide dont le seul véritable actif était sa licence

de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ).
En 2003, M. Bellavance a été contacté par son ancien « bras droit », Clément Desrochers, qui lui a proposé une association d’affaires avec Normand Dubois. Ce dernier a été arrêté pour la deuxième fois, la semaine dernière, et accusé notamment de gangstérisme pour avoir dirigé une organisation qui faisait de fausses factures dans le secteur du coffrage.
Le partenariat a rapidement mal tourné pour M. Bellavance. Il a perdu le contrôle de son entreprise et a été contraint de faire faillite. Les problèmes sont apparus lorsque Revenu Québec a exigé les livres comptables de Construction du Riche-Lieu. M. Bellavance s’est alors tourné vers M. Desrochers, mais la réponse est venue sous forme de menaces. « Tu restes tranquille et il n’arrivera rien à toi et ta famille », lui aurait dit alors M. Desrochers.
Malgré cette situation et la rancœur que lui inspirait M. Desrochers, il est resté en contact avec lui. Le témoin a reconnu avoir demandé à son employeur de facturer une entreprise pour le travail que lui avait effectivement réalisé. Le stratagème a permis à M. Bellavance d’être payé au noir tout en versant une commission à l’entreprise accommodante.

COMEX André Boisclair gagnera près du double de son prédécesseur

QUÉBEC — La rémunération offerte par le gouvernement du Québec au président du COMEX va pratiquement doubler avec la nomination d’André Boisclair à cette fonction.
Son prédécesseur, Pierre Mercier, recevait environ 90 000\$ par année depuis 2008 pour présider le Comité d’examen (COMEX), qui joue un rôle comparable à celui du Bureau d’audiences publiques en environnement (BAPE), mais dans le nord du Québec.
M. Boisclair recevra quant à lui 172 000\$ par année pour exercer la même fonction. Son mandat durera deux ans.
Il entrera en fonction au COMEX à la mi-décembre et

aura donc reçu son plein salaire d’ex-délégué général du Québec à New York pendant près de trois mois, soit plus de 40 000\$, sans avoir exercé aucune fonction.
Le statut du nouveau président sera lui aussi bien différent de celui de son prédécesseur : M. Mercier était contractuel et facturait ses services au tarif quotidien de 372\$, tandis que M. Boisclair est salarié, avec tous les avantages reliés à son ancien statut de délégué qu’il aura exercé durant 10 mois.
Par ailleurs, M. Boisclair sera en poste à Montréal, alors que le secrétariat du COMEX est situé à Québec. Mais l’organisme a aussi un bureau à Montréal.
— La Presse Canadienne

MARCO BICEGO



MAISONBIRKS.COM

ACTUALITÉS

Rob Ford n'est pas au bout de ses peines

Un tribunal a ordonné la publication d'un nouveau dossier de preuve policière le concernant



Possible consommation d'héroïne, chasse à la vidéo et meurtre louche : le portrait de Rob Ford, maire de Toronto, continue de s'assombrir.

PHILIPPE
TEISCHEIRA-LESSARD

La réputation de Rob Ford en a encore pris pour son rhume, hier, lorsqu'un tribunal ontarien a ordonné la publication d'un nouveau dossier de preuve policière le concernant. Possible consommation d'héroïne, chasse à la vidéo et meurtre louche : le portrait du maire de Toronto continue de s'assombrir. Les transcriptions d'écoute électronique ont été analysées par le *Toronto Star*, à la source de toute l'affaire Ford.

Mort pour une vidéo ?

Un jeune trafiquant de drogue a été tué parce qu'il possédait la copie originale de la vidéo de Rob Ford consommant du crack, a affirmé à la police un ex-employé et fidèle allié du maire, selon les documents. David Price est l'ex-« directeur logistique » de Rob Ford. Il a perdu son emploi à la fin de novembre, moment où la

plupart des employés du cabinet du maire ont été transférés au maire adjoint. Pas lui. « M. Price a admis que le téléphone cellulaire contenant l'enregistrement appartenait au mort [Anthony Smith] et qu'il s'agissait du motif ayant conduit à son assassinat », affirme un policier dans l'un des documents. Jusqu'à aujourd'hui, la mort d'Anthony Smith était plutôt attribuée à un conflit entre gangs de rue rivaux.

La vidéo contre « 5000\$ et une auto »

Selon un autre des documents rendus publics vers 17 h, Rob Ford a tenté de racheter la fameuse vidéo le montrant fumer du crack. Le maire de Toronto aurait offert « 5000\$ et une auto » en échange de l'enregistrement, ont rapporté les médias de la métropole ontarienne. Mais les détenteurs de la vidéo en demandaient 150 000\$. Son offre aurait donc été rejetée.

La vidéo aurait ensuite fait l'objet d'une offre de vente au *Toronto Star* et au site américain Gawker, considérés comme de meilleures options, dans le cadre de discussions interceptées par la police. En mars dernier, les détenus de la vidéo évoquent une rencontre directe avec le maire dans un ultime effort de vente. Impossible toutefois de savoir si la rencontre a bien eu lieu.

Consommation importante

Les documents rendus publics hier contiennent aussi des transcriptions de discussions entre vendeurs de drogues. Ces discussions semblent trahir une importante consommation par le maire de Toronto. Par exemple, des interlocuteurs prenant part à une discussion disent avoir des photos du maire Rob Ford consommant du « hezza ». Selon diverses interprétations, ce terme d'argot peut désigner l'héroïne. « Le maire de la ville fume ses roches [de crack] aujourd'hui », peut-on lire dans une transcription d'une discussion entre de possibles membres de gangs de rue. « Rob Ford veut se procurer des drogues », indique une autre.

Chantage et menaces

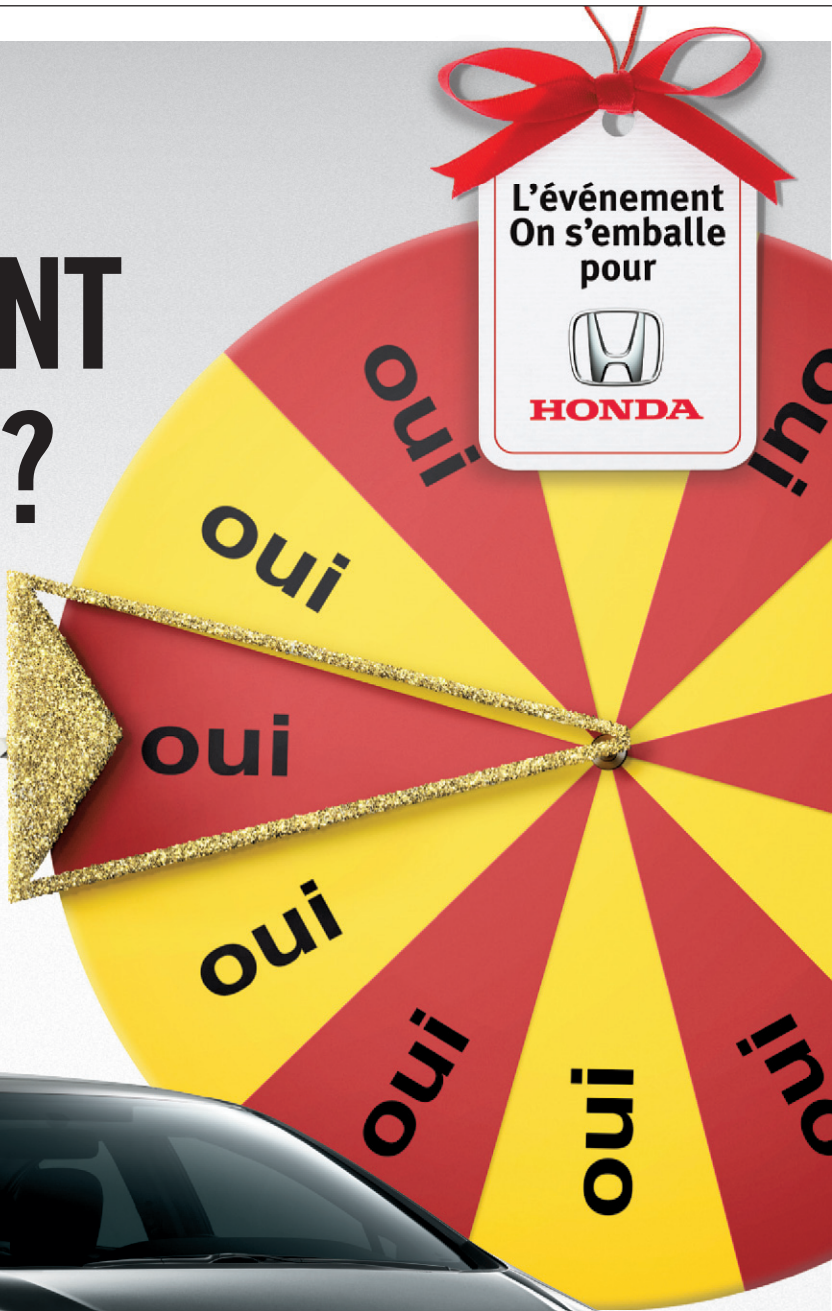
Ces transcriptions d'écoutes électroniques illustrent aussi à quel point Rob Ford et son entourage pourraient être impliqués dans le monde interlope torontois. Selon les documents, le maire s'est retrouvé à de nombreuses reprises avec des membres des Dixon Bloods, un gang de rue qui a plusieurs fusillades à son actif. L'ex-chauffeur du maire et présumé trafiquant de drogue Sandro Lisi a été enregistré alors qu'il assurait à des interlocuteurs que Rob Ford hausserait considérablement la surveillance du quartier – nuisant ainsi aux activités criminelles – si lui-même n'obtenait pas gain de cause dans un débat.

Laval Inquiétudes autour des zones inondables

La Ville de Laval tentera ce soir de calmer les inquiétudes des citoyens concernés par la nouvelle délimitation des zones inondables décrétée par le gouvernement du Québec, lors d'une assemblée publique d'information. Il sera toutefois impossible pour eux de savoir avec certitude s'ils sont personnellement visés, puisque les cartes officielles ne sont toujours pas disponibles. « En fait, elles ne sont pas fiables », a indiqué l'attaché de presse du maire, François Brochu. Ce dernier a toutefois donné l'assurance que la Ville « va essayer de répondre aux inquiétudes des Lavallois ». Pour l'occasion, des fonctionnaires de la municipalité pourront expliquer le dossier qui apparaît fort complexe à première vue. Ce que les citoyens ont toutefois déjà compris, c'est que le gouvernement du Québec a choisi de décréter les contours des nouvelles zones inondables avant que Laval n'achève l'étude hydrique déjà en cours.

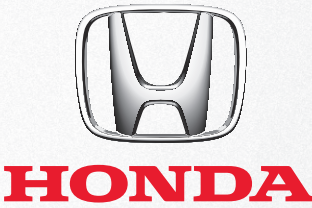
— Kathleen Lévesque

EST-CE LE
BON MOMENT
D'ACHETER ?



CIVIC EX 2013
À L'ACHAT

-2000\$*
Réduction au comptant sur le PDSF



VISITEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE HONDA | hondaquebec.ca

Cette offre est faite par Services Financiers Honda Inc. (SFHI). *La réduction de 2 000\$ est constituée d'un rabais du manufacturier au concessionnaire de 1 500\$ (applicable avant taxes) et d'une prime incitative au consommateur de 500\$ en « boni des Fêtes » (applicable après taxes). Le 500\$ de prime incitative au consommateur en « boni des Fêtes » est applicable sur tous les modèles neufs de Civic 2013 achetés, loués et livrés d'ici le 2 janvier 2014. Consultez un conseiller des ventes pour connaître les produits et services admissibles aux primes incitatives aux consommateurs en « boni des Fêtes ». Le PDSF pour la Civic berline EX manuelle 2013 neuve (modèle FD2ESD00) incluant les frais de transport et préparation de 1 495\$ et la taxe sur le climatiseur de 100\$ est de 21 840\$. Les taxes et droits, assurances et immatriculation sont en sus. Le concessionnaire peut vendre ou louer à prix moindre. Offres valides seulement pour les résidents du Québec chez les concessionnaires Honda du Québec participants. Offres d'une durée limitée sujettes à changement sans préavis par le constructeur et valides sur les véhicules en inventaire. Photos à titre indicatif seulement. Voyez votre concessionnaire Honda pour plus de détails.

Embauches à Montréal Coderre annonce « une pause indéterminée »

En attendant la «réforme en profondeur» de la Ville de Montréal qu'il avait promise en campagne électorale, le maire Denis Coderre a décrété une «pause indéterminée» des embauches. Ce gel effectif ne touchera cependant pas les pompiers, les policiers et les cols bleus chargés des services aux citoyens, a promis le maire en point de presse. Il affectera en fait le tiers de l'appareil municipal, soit 960 embauches sur les 3200 «processus de dotation d'emploi» qu'effectue chaque année la Ville. Les remplacements et les mouvements d'employés seront également mis de côté, dans le respect des conventions collectives.«On n'abolit aucun poste, a tenu à préciser le président du comité exécutif,

Pierre Desrochers. On va arrêter et prendre le temps qu'il faut pour bien analyser.» Cet exercice permettra à l'administration Coderre de se «donner une marge de manoeuvre» dans la confection de son budget 2014, qui doit être déposé avant le 31 janvier prochain. On ignore combien de temps ce gel durera et quelles économies il générera. Il ne concerne pas directement les arrondissements, a précisé le maire, même si on aimerait qu'ils suivent l'exemple de l'administration centrale. «On ne l'impose pas, on pourrait l'imposer, a déclaré M. Coderre. Ce n'est pas partisan, c'est une question montréalaise. Je veux que ce soit un effort collectif.» — Karim Benessaïeh



PHOTO OLIVIER PONTBRIAND, LA PRESSE

Le maire Denis Coderre



Il y a des millions de Canadiens sur notre liste.

En fait, au cours des semaines précédant Noël, il y aura plusieurs jours où nous livrerons plus d'un million de colis. C'est un plus grand nombre que quiconque au pays. Nous livrerons vos achats directement à votre adresse ou à l'un de nos 6 400 emplacements, en plus d'effectuer des livraisons spéciales la fin de semaine pendant la période des Fêtes. C'est notre façon d'aider en cette période très occupée de l'année. Joyeuses Fêtes de Postes Canada!



Du monde en ligne jusqu'à vous^{MC}

POSTES
CANADA



CANADA
POST

Offrant maintenant la livraison la fin de semaine pendant la période des Fêtes. postescanada.ca/letempsdesfetes

^{MC} Marque de commerce de la Société canadienne des postes.

ACTUALITÉS

Je suis prêt à mettre le temps qu'il faut pour le Défibrose.

Brunet, c'est plus
de 150 pharmaciens
propriétaires affiliés
impliqués dans leur
communauté.

Rencontrez-les à

 /brunetsante

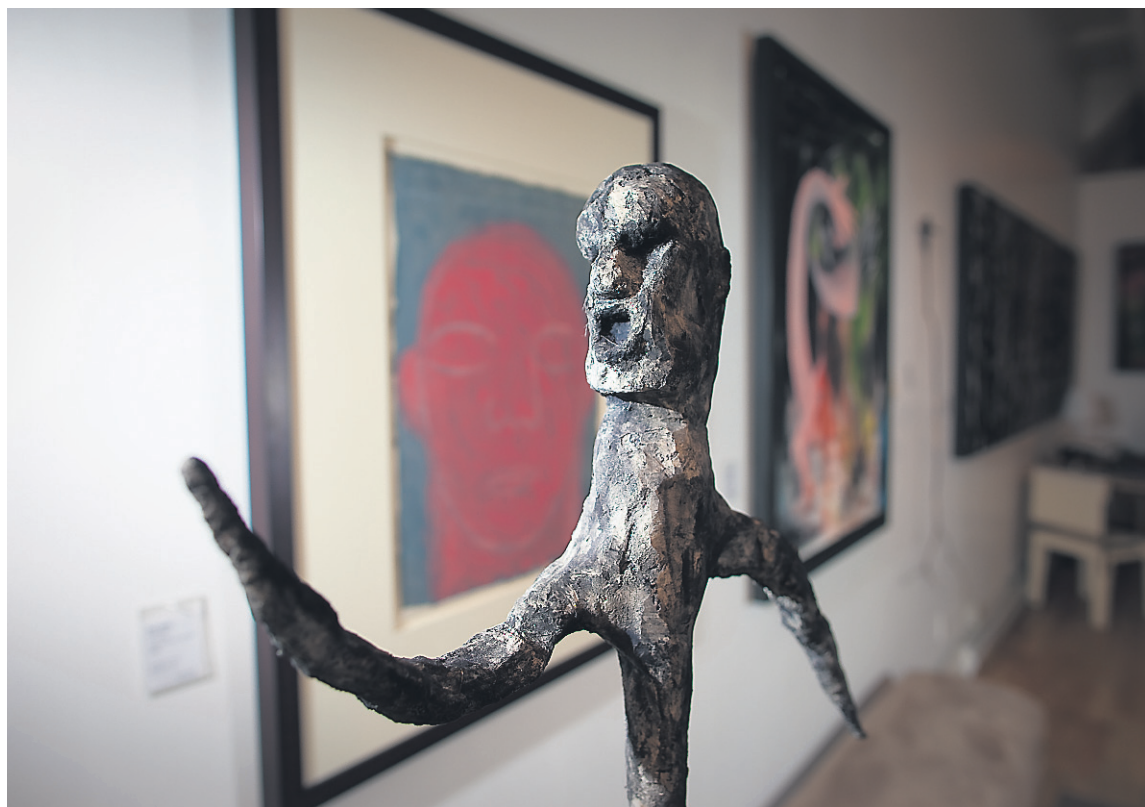


PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LAPRESSE

Juste au moment où Éric Godin pensait larguer l'art, à faire autre chose, n'importe quoi, il s'est mis à sculpter.

On retourne d'où on vient



PATRICK
LAGACÉ
CHRONIQUE

Des sculptures, des tableaux. Ça tire sur le noir, au sens propre et au sens figuré. Dehors, c'est moche, ça tire sur le gris. Fin de l'automne, neige molle du début de décembre.

L'artiste est là, dans la galerie, sur Saint-Laurent, pas loin du viaduc. Tout ça, ces œuvres sombres, c'est de lui.

Il s'étonne d'être tombé dans la sculpture, lui qui n'en avait pour ainsi dire jamais fait. En 30 ans de carrière, son truc, c'était le dessin, la peinture. L'image.

Éric Godin s'est fait connaître comme caricaturiste au *Voir*, jadis, à l'époque de Barbe, Dutrizac, Martineau, Boulanger et compagnie. Parallèlement, il dessinait pour la télé, l'édition, le théâtre, la pub, le web. Il peignait des tableaux. Godin, superstar des images.

Mais la sculpture? Jamais.

«Je me suis beaucoup promené dans les bois, m'explique-t-il. Les branches, la terre, tout ça. C'est organique.»

Il laisse sa voix traîner, peut-être pense-t-il à ces bois, autour de chez lui, à la campagne. Ces bois, ils sont évoqués sur ce tableau qui montre une lignée d'arbres.

En 2009, un tsunami a frappé Éric Godin. Son fils s'est suicidé. Vincent avait 16 ans.

L'automne avait été frénétique. Vincent, dépressif, avait fait une tentative, en septembre. Son entourage, exemplaire, s'était mobilisé pour le sauver de la corde.

Ce ne fut pas suffisant.

Le 14 décembre, Vincent s'est tué.

Godin me montre une girouette en acier, une de ses œuvres, tout près de la fenêtre qui donne sur la météo en dépression majeure: «C'était moi, ça. J'avais plus envie de me battre.»

...

Perdre un fils, c'est comme marcher sur une mine antipersonnel, dit-il. Tout l'entourage devient une victime de l'explosion. Même aujourd'hui, même quatre ans plus tard.

«Il me manque une partie de moi. Je suis amputé de mon fils.»

T'as plus envie de rien, alors tu vas dans le bois, peut-être pour hurler sans être entendu. De toute façon, même si quelqu'un t'entendait hurler, que pourrait-il te dire?

Il n'y a rien à dire. Ton fils est mort.

Au début du tsunami, les images – sa vie –, Éric n'en avait plus envie. Ça ne sortait plus. Plus tard, pas davantage. Coïncées au fond d'un puits. «Quand il t'arrive cette claque sur la gueule, tout t'apparaît futile.»

...

«J'ai ramené les branches, la terre, à l'atelier. Et boum, ça a débloqué.»

Juste au moment où il pensait à larguer l'art, à faire autre chose, n'importe quoi, il s'est mis à sculpter. Avec la terre, avec des branches.

Ce boum est peut-être venu d'un flash: «Mon gars était fier de moi. Il aimait ce que je

T'as plus envie de rien, alors tu vas dans le bois, peut-être pour hurler sans être entendu. De toute façon, même si quelqu'un t'entendait hurler, que pourrait-il te dire? Il n'y a rien à dire. Ton fils est mort.

Tu vas dans le bois, donc. Un ami te conseille d'écrire, d'écrire ce que tu ressens. Plus tard, ça va donner *Lettre à Vincent*, plus tard, tu sauras que l'écriture aura été une étape vers ta réconciliation avec les images.

Le tsunami-Vincent, lui, fait remonter du *stock* à la surface, des choses enfouies, oubliées, occultées...

«À quoi on sert? Pourquoi on est ici? C'est beau, courir après le fric, les bagnoles, les maisons. Mais à quoi ça sert? T'amasses des biens. Ça

faisais. Mes deux fils sont mes plus grands fans.»

Il me montre une petite sculpture, un bonhomme monté sur des branches qui lui servent de racines. «L'arbre, c'est organique. C'est vivant, pis ça pourrit, puis ça disparaît. On retourne d'où on vient.»

Godin ne savait pas que les sculptures le ramèneraient vers les images, avec l'aide des mots. Sans oublier Élise, sa blonde; Félix, son fils.

Ce qu'il fait aujourd'hui est différent. Moins de couleur, moins de ludisme. Plus de gris, plus noir. Des images qui évoquent la mort. Son art a changé. Godin a changé.

Il raconte qu'un client possède huit toiles de lui, à Londres. Un fan, un vrai, fou du Godin d'avant le tsunami-Vincent, le Godin-en-couleurs. Il lui a envoyé des photos de ses nouvelles œuvres.

Pas de réponse...

Éric Godin sourit.

«Là, mes tableaux sont moins... divertissants. Et c'est moins payant!

– Moins divertissants et plus... plus... plus quoi, Éric?

– C'est peut-être plus... moi.»

Dehors, c'est moche, ça tire sur le gris. Dans la galerie, les œuvres sont sombres, mais va savoir pourquoi, elles sont éblouissantes.

L'exposition des œuvres d'Éric Godin se déroulera du 4 décembre au 26 janvier à la Galerie ROCCIA



DESSIN FOURNI PAR ÉRIC GODIN

Pinhead, le personnage qui a rendu Éric Godin célèbre dans les années 80.



Dominique Charest
Pharmacien Propriétaire



Brunet

Votre santé, c'est tout ce qui compte



BUICK

0%



BUICK VERANO 2014
JUSQU'À 84 MOIS



BUICK REGAL 2014
JUSQU'À 60 MOIS



BUICK LACROSSE 2014
JUSQU'À 60 MOIS



BUICK ENCORE 2014
JUSQU'À 72 MOIS



BUICK ENCLAVE 2014
JUSQU'À 60 MOIS

FINANCEMENT À L'ACHAT
TOUT À 0% JUSQU'À 84¹ MOIS
SUR TOUS LES MODÈLES BUICK 2014

POUR UNE DURÉE LIMITÉE
DU 22 NOVEMBRE AU 9 DÉCEMBRE

POUR GARANTIR NOTRE QUALITÉ, NOUS LA COUVRONS
AVEC UNE GARANTIE DU GROUPE MOTOPROPULSEUR DE
110000KM/6 ANS
SELON LA PREMIÈRE ÉVENTUALITÉ.
Demandez au concessionnaire les détails de la garantie limitée.

L'EXPÉRIENCE  BUICK

contacterbuick.ca

L'Association des concessionnaires Buick du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers et s'appliquant à tous les modèles Buick 2014 neufs.
1. Offre valide pour les véhicules livrés entre le 22 novembre et le 9 décembre 2013. Les institutions financières participantes peuvent changer. Taux de financement à l'achat de 0% offert sur approbation de crédit des Services de financement auto TD, de la Banque Scotia^{MD} ou de RBC Banque Royale[†] pour jusqu'à 84 mois pour Verano; pour jusqu'à 72 mois pour Encore; pour jusqu'à 60 mois pour LaCrosse, Regal et Enclave. Les taux des autres institutions financières varient. Un versement initial, un échange ou un dépôt de sécurité peuvent être requis. Les mensualités et le coût d'emprunt varient selon la somme empruntée et la valeur du versement initial ou du véhicule d'échange. Exemple: basé sur un financement de 24 535 \$ à un taux annuel de 0%, le versement mensuel s'élève à 292,08 \$ pour 84 mois. Le coût d'emprunt est de 0 \$, et l'obligation totale est de 24 535 \$. L'offre ne comporte aucun paiement d'intérêts. Immatriculation, assurance, frais liés à l'inscription au RDPRM et taxes en sus. Les concessionnaires peuvent établir leurs propres prix. Certaines conditions et restrictions s'appliquent. Détails chez votre concessionnaire. ^{MD} Marque déposée de La Banque de Nouvelle-Écosse. [†] RBC et Banque Royale sont des marques déposées de la Banque Royale du Canada. Ces offres ne peuvent être combinées avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d'achat, à l'exception des programmes de La Carte GM, de prime pour étudiants et de GM Mobilité. La GMCL se réserve le droit de modifier, de prolonger ou de supprimer ces offres pour quelque raison que ce soit, en tout ou en partie, à tout moment et sans préavis. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être requis. **Pour de plus amples renseignements, passez chez votre concessionnaire, composez le 1 800 463-7483 ou visitez gm.ca.**

GUIGNOLÉE
DES MÉDIAS 2013

MISEZ SUR NOS JOURNALISTES
À L'ENCAN LA PRESSE

VENEZ MISER
JUSQU'AU 5 DÉCEMBRE, 16H
www.lapresse.ca/encan2013

La Grande Guignolée des médias bat son plein jusqu'au 5 décembre. L'opération vise à amasser des fonds et des denrées au profit de Jeunesse au Soleil, de la Société Saint-Vincent de Paul et de Moisson Montréal. La rédaction de *La Presse* se prête au jeu de l'encan.

LOT 1

Mise actuelle3200\$

SOUPEZ AVEC LE CHRONIQUEUR **YVES BOISVERT** AU RESTAURANT BOUILLON BILK.

LOT 2

Mise actuelle1300\$

COMBINEZ VOS PASSIONS LORS D'UNE SOIRÉE AU RESTAURANT MANGIAFOCO AVEC DES PERSONNALITÉS SPORTIVES ET DES ÉTOILES DU CINÉMA, EN COMPAGNIE DE **MATHIAS BRUNET**.

LOT 3

Mise actuelle3700\$

SOUPEZ AVEC SERGE GODIN, PDG DE LA MULTINATIONALE CGI ET LE CHRONIQUEUR **JEAN-PHILIPPE DÉCARIE** AU RESTAURANT EUROPEA, MEMBRE DE RELAIS & CHÂTEAUX.

LOT 4

Mise actuelle1100\$

PARTEZ EN REPORTAGE AVEC LE PHOTOGRAPHE **BERNARD BRAULT**.

LOT 5

Mise actuelle1500\$

PASSEZ UNE SOIRÉE AU CENTRE BELL AVEC **PHILIPPE CANTIN**.

LOT 6

Mise actuelle3750\$

ASSISTEZ EN GROUPE À UN MATCH DU CANADIEN DANS UNE LOGE DU CENTRE BELL AVEC **ÉRIC TROTTIER**, VICE-PRÉSIDENT ET ÉDITEUR ADJOINT.

LOT 7

Mise actuelle850\$

VISITEZ LES STUDIOS DE L'ÉMISSION *ET DIEU CRÉA...* LAFLAQUE ET DÎNEZ AU RESTAURANT SUITE 701. AVEC **SERGE CHAPLEAU**

LOT 8

Mise actuelle1005\$

VISITEZ LA SALLE DE RÉDACTION EN COMPAGNIE DE NOS TROIS DIRECTEURS DE L'INFORMATION, **MARIO GIRARD, YANN PINEAU ET ALEXANDRE PRATT**.

LOT 9

Mise actuelle1300\$

VISITEZ EN FAMILLE LE PLATEAU DE L'ÉMISSION *LES PARENT* AVEC **HUGO DUMAS**.

LOT 10

Mise actuelle1075\$

ACCOMPAGNEZ **ÉRIC CLÉMENT** AU MUSÉE DES BEAUX-ARTS DE MONTRÉAL (MBAM) POUR UNE VISITE PRIVÉE INÉDITE.

LOT 11

Mise actuelle1250\$

DÉCOUVREZ L'ENVERS DU DÉCOR DE L'ÉMISSION *DEUX HOMMES EN OR*, PUIS SOUPEZ AU RESTAURANT LE CAFÉ DU NOUVEAU MONDE AVEC **PATRICK LAGACÉ**.

LOT 12

Mise actuelle2505\$

JOUEZ AUX CRITIQUES GASTRONOMIQUES AVEC **MARIE-CLAUDE LORTIE** ET **NATHALIE PETROWSKI**.

LOT 13

Mise actuelle1325\$

OFFREZ-VOUS UNE PAUSE BEAUTÉ AVEC DES PROFESSIONNELS RÉPUTÉS ET UNE VIRÉE DANS UN CENTRE À LA MODE AVEC UNE STYLISTE ET **MÉLANIE THIVIERGE**, DIRECTRICE DE LA SECTION PAUSE DE *LA PRESSE*+

À L'ASSAUT DES RUES



Des centaines de bénévoles – dont une dizaine de chefs cuisiniers – participeront aujourd'hui à la 13^e grande guignolée des médias. Ils prendront d'assaut plusieurs coins de rue de Montréal afin de recueillir les dons en argent et en nourriture.



BRIZO™

Prestige et splendeur
dans votre salle de bain!

Collection RSVP^{MD}
avec cristal *Swarovski Elements*
en option

**PLOMBERIUM**
COMPLICE DE VOTRE QUOTIDIEN

Doraco-Noiseux
Montréal
9150 boul. l'Acadie
(514) 385-1212
(Face au Marché Central)
doraco-noiseux.com

Proulx & fils
Mascouche
10 Montée Masson
(450) 474-3881
proulxetfils.ca

**Résultats des tirages du : 2013-12-04**



Lot de 25 000 \$
(non décomposable)
312B062

Il est à noter que le lot doit être réclamé dans l'année qui suit le tirage



10	12	16	19
23	41	42	compl.



02	08	18	33
19	34	45	compl.

LOT GARANTI DE 1 000 000 \$
(Numéro complet non décomposable)
09100382-01

**6138793**

**CE VENDREDI, 50 MILLIONS \$**
+ **MAXMILLIONS** + **20 LOTS DE 1 MILLION \$** (approx.)



6	6	5	5	1	6	6	6
---	---	---	---	---	---	---	---



4	6	6	9	R
clubs	hearts	diamonds	diamonds	hearts



3	574
4	0104



33	35	41	42	44
----	----	----	----	----



1	25 000 \$	2	50 000 \$	3	100 000 \$
091485		805801		515532	
décomposables					
Numéros «Télé»					
154033		553937		886054	
non décomposables					

Numéro(s) « Votre participant » gagnant(s)**AUCUN**

La Poule Plus
Numéro boni**01**



JOUR - MOIS - ANNÉE - SIGNE	
18 AVRIL 85 VIERGE	



01 08
14 28 31



10	12	13	15	19	23	29	34	35	39
41	44	45	47	53	56	57	64	66	67

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

JUSQU'AU
8 DEC
2013

50% soldes
*DÉMONSTRATEURS







perez
mobilierperez.com fait ici

atelier | salle de montre
1247 de Condé, Montréal
Québec H3K 2E4
514 933 3993

lundi au mercredi
Jeudi et vendredi
samedi + dimanche

10h-18h
10h-21h
10h-17h

**Accord D**
Desjardins

*détails en salle de montre

JUSQU'AU 24 DÉCEMBRE 2013

OBTENEZ UNE CARTE-CADEAU



de **50 \$**

à l'achat d'un manteau
ou d'un pantalon
à prix régulier
de **249,99 \$ et plus***

de **100 \$**

à l'achat d'un manteau
ou d'un pantalon
à prix régulier
de **499,99 \$ et plus***



MANTEAU D'HIVER MERRELL REFUGE (hommes)

Isolant Primaloft® Eco

219⁹⁹\$

Prix régulier : 369,99 \$

MERRELL 

ENSEMBLE DE SKI DE FOND SALOMON ELITE 4

- Ensemble de skis et fixations Elite 4 Classic Grip *ou* ensemble de skis et fixations Elite 4 Grip
- Bottes Escape 5 TR *ou* bottes Siam 5 TR

219⁹⁹\$

Prix rég. : 269,99 \$

150\$
de rabais**

50\$
de rabais**

En magasin
seulement.



MANTEAU D'HIVER ALLSTON MOUTAIN HARDWEAR (femmes)

Isolant de duvet d'oie

179⁹⁹\$

Prix régulier : 329,99 \$

**MOUNTAIN
HARD
WEAR** 




salomon



**Plusieurs autres soldes en magasin
et en ligne!**


LA CORDÉE

LAVAL MONTRÉAL SAINT-HUBERT LACORDEE.COM

*Offre applicable à l'achat d'un manteau ou d'un pantalon à prix régulier de « 249,99 \$ et plus » ou de « 499,99 \$ et plus » avant taxes, en une seule transaction. Achats non cumulables pour obtenir une carte-cadeau en promotion. Les produits Canada Goose sont exclus de cette promotion. Cette promotion est en vigueur jusqu'au 24 décembre 2013 dans les trois magasins La Cordée et sur www.lacordee.com. La carte-cadeau doit être utilisée lors d'un prochain achat à un des magasins La Cordée ou en ligne sur www.lacordee.com. La carte-cadeau est non monnayable. Une carte-cadeau par transaction. Cette offre ne peut être jumelée à aucune autre offre promotionnelle. Voir détails en magasin concernant notre politique de retour ou d'échange sur cette promotion.

** Offres sur les manteaux et l'ensemble de ski de fond en vigueur jusqu'au 24 décembre 2013 ou jusqu'à épuisement de la marchandise. Aucune commande spéciale.

POLITIQUE

La revanche du « backbencher »



VINCENT
MARISSAL
CHRONIQUE

Quelque part vers la fin de novembre 2006, le député conservateur Michael Chong était en train de casser la croûte avec des journalistes de la tribune parlementaire lorsque l'un d'eux, après avoir consulté son BlackBerry, lui a appris que le premier ministre Stephen Harper s'apprêtait à déposer aux Communes une résolution reconnaissant la nation québécoise. La petite histoire veut que M. Chong ait eu du mal à avaler le reste de son repas et... la nouvelle. Faut le comprendre: à l'époque, il était, après tout, ministre des Affaires intergouvernementales et il pouvait légitimement être offusqué du fait que son chef ne lui avait même pas parlé de ce projet audacieux qui avait fait grand bruit!

lui qui vient de déposer un projet de loi « privé » visant (tiens, tiens) à limiter les pouvoirs du premier ministre. De là à penser qu'il veut se venger, que c'est la revanche du *backbencher*, il n'y a qu'un pas que certains seraient sans doute tentés de faire, même si le principal intéressé affirme ne pas viser directement l'autorité de Stephen Harper. N'empêche, il s'agit d'un signe de plus du malaise de plus en plus palpable au sein du caucus conservateur par rapport au style autoritaire du premier ministre Harper. Le même malaise ressenti aussi à Calgary, le mois dernier, parmi les militants réunis en congrès. M. Harper, qui s'est fait élire, notamment, en promet-

On a entendu, à Calgary, des militants, dont certains plus influents que d'autres, critiquer ouvertement son leadership et sa gestion de la crise du Sénat; on a vu des poids lourds de son cabinet le contredire publiquement, notamment sur le rôle et la responsabilité de l'ex-chef de cabinet Nigel Wright; on sent aussi au Parti conservateur que le chef n'est plus infaillible. Les motivations du député Chong dépassent peut-être la simple vendetta, mais disons que le moment choisi et le but de son projet de loi (qui a très peu de chances d'être adopté, cela dit) ne font qu'ajouter au climat de méfiance, et de défiance, envers M. Harper. En gros, Michael Chong voudrait que le caucus d'un parti puisse, si 15% de ses membres en font la demande, tenir un vote de confiance (par vote secret) sur le chef ou sur un collègue député. Si la majorité (50% + 1) vote contre, le chef ou le député est démis et une course à la direction se met en branle. M. Chong voudrait en outre empêcher le chef d'imposer ses candidats dans les circonscriptions. Idées originales et populistes, mais inutiles et même un peu futiles, parce que ces choses regardent les partis politiques, pas le gouvernement. Pas besoin d'une loi pour encadrer une mutinerie dans un caucus, parlez-en à John Turner, à Stockwell Day, à Michel Gauthier ou, à Québec, à tous les chefs péquistes depuis René Lévesque! C'est aux militants d'un parti de choisir leur chef... ou de l'éjecter s'il ne fait plus l'affaire. Paradoxalement, M. Chong veut limiter l'omnipotence du BPM en isolant encore plus la base militante. Si les conservateurs sont déçus ou en rogne contre M. Harper, ils auraient très bien pu s'exprimer à leur congrès plutôt que de boire docilement le Kool-Aid servi par les bonzes du parti. Aucun chef de parti ne



Le député conservateur Michael Chong vient de déposer un projet de loi visant à limiter les pouvoirs du premier ministre.

Maintenant qu'il est coincé dans son propre bunker par les sales affaires du Sénat, Stephen Harper trouve bien peu de sympathie au sein même de son parti.

Dans les jours qui ont suivi, le ministre Chong a démissionné, redevenant « simple » député. Il avait alors expliqué qu'il était contre la reconnaissance de la nation québécoise, mais plusieurs pensent que l'affront fait par le premier ministre l'avait incité, au moins autant que ses principes, à claquer la porte. Député d'arrière-ban très discret depuis sa rétrogradation, revoici Michael Chong dans l'actualité cette semaine,

tant de mettre fin à la mainmise du « centre » [c'est ainsi qu'on appelle, péjorativement, le bureau du premier ministre (BPM) à Ottawa] et en redonnant la liberté de parole et d'action aux députés, a érigé un mur entre lui et son caucus. Maintenant qu'il est coincé dans son propre bunker par les sales affaires du Sénat, Stephen Harper trouve bien peu de sympathie au sein même de son parti.

OGILVY
monsieur

jusqu'à 30%
DE RABAIS

sur une sélection de
complets et vestons sport

SOLDES

SOLDES

OGILVY
depuis 1866

ESPACE HOMME AU 4^e
1307, rue Sainte-Catherine Ouest
514.845.4742
ogilvycanada.com

Stylo .ca

S.T. Dupont PARIS

Maintenant à Montréal, la plus belle boutique de stylos du Canada.
La nouvelle tendance prestigieuse de Paris pour écrire...

Place Laurier Québec Carrefour Laval Laval Niveau métro Simons Centre-Ville Montréal 514 284-1295

DESIGN LOUIS GEORGE

NOUVEL EMPLACEMENT

MAINTENANT OUVERT

VENTE D'OUVERTURE

POUR CÉLÉBRER NOTRE OUVERTURE jusqu'à 50%* DE RABAIS sur marchandises sélectionnées

MEUBLES ET LITERIE FINE

DESIGN LG LOUIS GEORGE 4360, ch. Côte-de-Liesse, Mont-Royal Voie de service de l'autoroute 40, entre Décarie et Lucerne 514.844.0671 • designlouisgeorge.com

* 20%-25% de rabais sur une sélection de literie et de duvet

Les conservateurs bloquent une enquête sur l'affaire Duffy

HUGO DE GRANDPRÉ

OTTAWA — Les conservateurs ont bloqué hier une tentative de l'opposition libérale pour pousser plus loin l'enquête du Sénat sur l'affaire Duffy. Les sénateurs libéraux voulaient que le comité de Régie interne convoque un associé de la firme Deloitte, Michael Runia, pour qu'il explique pourquoi il a questionné un collègue au sujet d'une vérification en cours sur le sénateur Mike Duffy, il y a quelques mois. On a appris récemment que M. Runia avait aussi parlé au sénateur Irving Gerstein. Ce dernier voulait savoir si Deloitte abandonnerait sa vérification si M. Duffy remboursait les sommes réclamées par la Chambre haute. M. Runia, associé principal de la firme, est chargé des vérifications du Fonds conservateur, la branche de financement du parti dont le sénateur Gerstein est le président. Les libéraux accusent le gouvernement de tenter de les empêcher d'aller au fond de cette affaire. Les conservateurs accusent les libéraux en retour de vouloir faire durer un scandale pour nuire au gouvernement. La GRC enquête sur la possibilité qu'un paiement de 90 000\$ fait à Mike Duffy par l'ancien chef de cabinet du premier ministre Stephen Harper, Nigel Wright, contrevienne au Code criminel. Ce paiement a été fait pour permettre à M. Duffy de rembourser certaines sommes réclamées par le Sénat. Les hautes instances du bureau du premier ministre espéraient ainsi éviter une crise politique gênante pour leur gouvernement et mettre un terme aux enquêtes sur leur collègue. Selon des courriels mis en preuve par le corps policier, c'est M. Wright qui a invité Irving Gerstein à contacter Deloitte. M. Runia a demandé au vérificateur combien d'argent Mike Duffy devrait rembourser.

DeSerres

On naît tous artiste

NOUVEAUX
MAGASINS
À BOUCHERVILLE
ET À
DRUMMONDVILLE

Le plaisir d'offrir la créativité!

Jusqu'au 31 décembre 2013

Consultez notre circulaire en magasin ou sur deserres.ca pour connaître les autres produits en solde.

ÉPARGNEZ 5 \$

24⁹⁷ ~~29⁹⁹~~

CHIEN GUITARE
Guitare acoustique, électrique ou qui aboie! 8 boutons musicaux pour jouer tous les accords. S'éteint après 2 minutes
BX1166X



EXCLUSIF

29⁹⁷ ~~32⁹⁹~~ ch.

L'ATELIER PEINTURE AUX DOIGTS PÉBÉO
Gouache opaque sans odeur et lavable à l'eau savonneuse. 37 pièces dans une mallette de transport
P633502



19⁹⁷ ~~21⁹⁹~~

**ENSEMBLE 5 TOILES
BARCELONA RÉGULIÈRES**
16 po x 20 po :
CMB1620-5

PAQUET DE
5



ÉPARGNEZ 12 \$

34⁹⁷ ~~46⁹⁹~~

**ENSEMBLE D'ACRYLIQUE
STUDIO PÉBÉO**
30 tubes de 20 ml d'acrylique satinée pour toutes surfaces
P833331



19⁹⁹

**ALBUM DE COLLIMAGE
TOUT-EN-UN HELLO KITTY**
Plus de 350 accessoires
de collimage
DNW18726



22⁹⁹

SCIENCE ET EXPÉRIENCES
50 incroyables expériences
pour apprendre en s'amusant
OIDSC2F



26⁹⁷ ~~30⁹⁹~~

TROUSSE DE TRICOT
Comprend 6 balles de laine,
des aiguilles à tricoter en bois
et en plastique et un crochet
ALX128N



ÉPARGNEZ 7 \$

27⁹⁷ ~~34⁹⁹~~

LE JOHN
Chevalet à lyre
de base. Fabriqué en pin
JOHN



24⁹⁷ ~~29⁹⁹~~

CHEVALET PORTABLE
1 côté aimanté, 1 côté tableau
et accessoires
B7208Z



Offre en vigueur jusqu'au 31 décembre 2013 ou jusqu'à épuisement de la marchandise. Malgré l'attention portée à la rédaction de cette publicité, DeSerres ne peut être tenue responsable des erreurs typographiques. Les articles peuvent différer des photos et les offres sur deserres.ca peuvent différer de celles en magasin.

34 magasins
Une entreprise d'ici | Depuis 1908

LES SOCIÉTÉS
LES MIEUX
GÉRÉES

deserres.ca



POLITIQUE

Une « frime démagogique »

Un expert condamne les visées expansionnistes du Canada dans l'Arctique

CHARLES CÔTÉ

Le Canada aurait dû s'en tenir à la science et ne pas réclamer le pôle Nord comme territoire maritime, affirme un expert qui, jusqu'ici, soutenait le gouvernement Harper dans ce dossier.

« Le premier ministre a succombé à la tentation et il a transformé un processus fondé sur la science en frime démagogique pour plaire à ses électeurs », a lancé Michael Byers, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en politiques globales et droit international, à l'Université de la Colombie-Britannique.

M. Myers est un expert des questions de souveraineté dans l'Arctique. Il réagissait à la nouvelle publiée par le *Globe and Mail* selon laquelle le premier ministre Harper avait rejeté le tracé d'une carte que le Canada doit déposer aujourd'hui aux Nations unies.

La carte, dont une version a été publiée plus tôt cette semaine par La Presse Canadienne, était basée sur le travail scientifique effectué au cours des dernières années par le gouvernement canadien afin d'étayer ses prétentions territoriales dans l'océan Arctique. Mais cette carte ne comprenait pas le pôle Nord.

Ce travail se base sur de nouvelles cartes sous-marines permettant de définir les limites des « plateaux continentaux ». Ce sont des zones submergées de faible pente qui prolongent le continent,



L'opération Nanoosuk, menée chaque année dans le nord du Canada, vise à faire valoir la souveraineté du pays dans ses régions les plus septentrionales.

parfois jusqu'à des centaines de kilomètres des côtes.

La Convention internationale sur le droit de la mer y donne des droits aux pays limitrophes sur les ressources minières, gazières et pétrolières – mais pas sur la pêche.

Selon le *Globe*, le premier ministre n'était pas prêt à renoncer au pôle Nord, sachant que le Danemark et la Russie pourraient le réclamer.

Le Canada pourrait donc faire demain une « soumission partielle » à la Commission

des Nations unies sur les limites des plateaux continentaux.

Mais selon M. Myers, le Canada est mal placé pour faire une telle démarche. « Les soumissions partielles aident dans les cas où les pays se montrent disposés à négocier les limites de leurs territoires maritimes, dit-il. Mais ce n'est pas le cas du Canada. »

Hier, le porte-parole du ministre des Affaires étrangères, John Baird, a fait savoir que la soumission sera une « étape importante » et que sa

teneur sera connue seulement demain.

Cependant, une source gouvernementale a indiqué que « d'autres travaux cartographiques » étaient considérés.

Un Canada aux frontières floues

Toutes les principales nations arctiques ont négocié avec leurs voisins un traité pour régler d'avance les différends qui pourraient surgir dans l'Arctique au sujet du plateau continental. Toutes, sauf le Canada.

Les États-Unis et la Russie ont, d'un commun accord, tracé une ligne du détroit de Béring jusqu'au pôle Nord. En 2010, la Russie s'est également entendue avec la Norvège. Et cette dernière a aussi signé un traité avec le Danemark.

Le Canada ? Sans même parler de son plateau continental, il a toujours des différends avec les États-Unis et le Danemark au sujet de sa zone économique exclusive, qui s'étend à seulement 200 milles marins des côtes.

« Le premier ministre a succombé à la tentation et il a transformé un processus fondé sur la science en frime démagogique pour plaire à ses électeurs. »

— Un chercheur de l'Université de la Colombie-Britannique

Pourquoi ce retard ? « C'est la question qu'on me pose toujours quand je vais à l'étranger, dit M. Myers. Les politiciens canadiens ont toujours aimé utiliser politiquement le thème de la souveraineté dans l'Arctique, et le Canada a utilisé une posture de confrontation par le passé. »

Pourtant, souligne M. Myers, pendant « trois ou quatre ans », le gouvernement Harper a « complètement épousé » le processus des Nations unies.

Tout a changé hier, dit-il. « Je veux être très clair : personne hors du Canada ne va prendre ceci au sérieux. Les Russes et les Danois vont rigoler, et la réputation scientifique et diplomatique du Canada va souffrir. »

UNE CARTE QUI SERA CONTESTÉE... UN JOUR

Les nouvelles limites maritimes prétendues du Canada chevauchent celles de la Russie et des États-Unis, selon les experts. Cependant, dans les deux cas, cela n'aurait pas de répercussion concrète avant plusieurs années. On en saura plus sur les prétentions définitives de la Russie et du Danemark au cours des prochains mois. C'est la première étape d'un très long processus, explique Michael Byers, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en politiques globales et droit international, à l'Université de la Colombie-Britannique. « Il pourrait se passer quelques décennies avant que la Commission fasse ses recommandations, dit-il. Il y a plusieurs autres soumissions devant elle. Et elle est formée d'experts qui n'y travaillent pas à temps plein. » Quant aux États-Unis, qui n'ont pas ratifié la Convention internationale sur le droit de la mer, ils pourraient répondre au Canada par une note diplomatique.

De l'action dans l'Arctique

Forage

L'an dernier, la pétrolière Shell a fait une première tentative de forage en mer de Beaufort, au large de l'Alaska. Elle a battu en retraite devant les multiples difficultés techniques, y compris l'échouage du *Kulluk*, sa plateforme de forage flottante. Shell a englouti des centaines de millions dans l'affaire. Mais l'entreprise a annoncé le mois dernier qu'elle pourrait revenir à la charge l'an prochain.



PHOTO ARCHIVES REUTERS



PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

Transit commercial

En septembre, un navire danois, le *Nordic Orion*, a franchi le passage du Nord-Ouest à travers l'archipel arctique canadien. C'était le premier transit de fret commercial par cette route. Le navire a transporté un chargement de charbon de Vancouver jusqu'en Finlande, un raccourci de 7000 km par rapport à d'autres routes.



PHOTO ARCHIVES PC

Mine de fer

Le même mois, l'entreprise Baffinland a lancé officiellement son gigantesque projet de mine de fer de Mary River, au milieu de la Terre de Baffin. Le projet inclut une voie ferrée de 150 km vers un port qui sera desservi par le mythique passage. Baffinland est une coentreprise d'une filiale du géant indien Arcelor Mittal et d'un groupe d'investisseurs américains.

JEUDI 5 DÉCEMBRE

AUBAINE DU JOUR

EN MAGASIN ET À LABAIE.COM. LIVRAISON GRATUITE DES COMMANDES EN LIGNE DE PLUS DE 99 \$.

Précisions ci-dessous.

50% de rabais

Bottes pour femme NINE WEST, LORD & TAYLOR, ANNE KLEIN, MATERIAL GIRL, FRANCO SARTO, BANDOLINO, LONDON FOG, CLARKS et plus

Sur nos prix initiaux . Exceptions ci-dessous.

LORD & TAYLOR. Ord. 179 \$ Solde 89,50 \$

MATERIAL GIRL. Ord. 99 \$ Solde 49,50 \$

ANNE KLEIN. Ord. 270 \$ Solde 135 \$

NINE WEST. Ord. 180 \$ Solde 90 \$

LA BAIE D'HUDSON

Des idées signées La Baie d'Hudson

Aucun bon d'achat différé ni redressement de prix. Aucune commande anticipée ni commande téléphonique. Cette offre est en vigueur jusqu'à épuisement des stocks et ne peut être combinée avec aucune autre. Le choix varie selon le magasin. Tous les rabais s'appliquent à nos prix ordinaires, à moins d'indication contraire. Précisions en magasin. **Exceptions pour les bottes des collections automnales :** nouveaux arrivages du printemps, UGG Australia, Hunter, Blondo, Sorel, DAV, Pajar, bottes « essentielles », The Room, bottes de la boutique contemporaine et articles dont le prix se termine par 99 ¢. D'autres exceptions s'appliquent. Précisions en magasin. **LIVRAISON GRATUITE :** Livraison standard offerte sans frais pour tout achat de marchandises totalisant 99 \$ ou plus, avant taxes et frais additionnels. La livraison standard gratuite s'applique au montant après déduction des rabais et offres applicables, pour les achats en ligne seulement, à labaie.com. Des frais s'appliquent pour la livraison express ou prioritaire. Valable pour la livraison à des adresses au Canada seulement. Exceptions : meubles, canots, meubles et accessoires de jardin, barbecues et matelas.

Un parc éolien en panne

La défaillance d'un transformateur entraîne l'arrêt des 75 éoliennes du Massif du Sud

CHARLES CÔTÉ

Le murmure des pales d'éoliennes a fait place au vrombissement des génératrices au parc éolien du Massif du Sud, un des plus grands au Québec, inauguré il y a moins d'un an.

La défaillance du transformateur principal du parc, il y a plus d'un mois, a forcé l'arrêt des 75 éoliennes plantées dans le paysage de la région de Bellechasse.

«Il y a une panne depuis le 31 octobre, dit Daniel Giguère, porte-parole de l'entreprise EDF Énergies Nouvelles, qui exploite le parc. C'est un transformateur tout neuf qui vit un problème technique. On a contacté le fabricant, et les techniciens ont constaté qu'ils devaient le débrancher et le rapporter à l'usine. On attend d'un jour à l'autre un transformateur qui va faire le travail de manière temporaire. Il va nous permettre de redémarrer une partie du parc.»

En attendant, l'entreprise a dû faire installer d'urgence des génératrices diesel afin d'alimenter son poste de contrôle et de chauffer les mâts des 75 éoliennes afin de protéger les équipements du gel.

«C'est pour maintenir le chauffage et les activités de notre bâtiment de commande, souligne M. Giguère. Il faut s'assurer du bon fonctionnement des commandes qui pourraient être affectées par le froid. [...] On n'a pas eu de problèmes parce qu'on n'était pas encore dans les grands froids.»

Balises illuminées

La génératrice a aussi permis de réalimenter les balises lumineuses aéronautiques au sommet des mâts. «Les balises ont été temporairement éteintes, mais on a communiqué en temps réel avec les gens de NAV Canada», précise M. Giguère.

Le transformateur défectueux a été fabriqué par Alstom. Il est

en réparation et il devrait être réinstallé au début de l'an prochain. Alstom n'a pas rappelé *La Presse*, hier.

«On est désolé de la situation, mais les réponses sont du côté du fabricant, dit M. Giguère. C'est la première fois que ça nous arrive au Québec, où on a trois parcs en opération.»

Selon Jean-Frédéric Legendre, directeur pour le Québec de l'Association canadienne de l'énergie éolienne, c'est aussi la première fois qu'un incident du genre se produit dans l'un des 22 parcs éoliens du Québec. «C'est exceptionnel qu'un parc éolien au complet soit arrêté en plein hiver», dit-il.

Il ne croit cependant pas que cela remette en question la fiabilité de l'énergie éolienne. «Un problème de transformateur, ça peut arriver sur tout type de centrale, dit-il. Ça n'a rien à voir avec la source d'énergie. Et c'est le goulot d'étranglement: si ça flanche, tout arrête.»



PHOTO FOURNIE PAR EDF ENERGIES NOUVELLES

Arrêt des 75 éoliennes du Massif du Sud à la suite de la défaillance du transformateur principale; c'est la première fois qu'une telle situation survient au Québec.



LA TOURNÉE de LA CHEMINÉE GÉANTE



VENEZ LA VOIR!
PROMENADES ST-BRUNO – 6 au 8 décembre
CARREFOUR LAVAL – 13 au 15 décembre
chemineelego.ca

LEGO et le logo LEGO sont des marques de commerce de LEGO Group. © 2013 The LEGO Group. Tous droits réservés.

PRÈS DU SUPER FIBE PIN

C'est ça, la télé sans fil.

Seul Bell Télé Fibe vous permet de déplacer votre télé où vous voulez, quand vous voulez, avec la télé sans fil. Pas besoin de percer des trous ou de brancher un tas de câbles, vous n'avez besoin que d'une prise électrique¹. Et avec le meilleur enregistreur, la meilleure expérience Sur demande et des applications pour regarder vos émissions et contrôler votre service télé avec vos tablettes et téléphones intelligents, pas surprenant que Télé Fibe soit le meilleur service télé.

TÉLÉ FIBE + INTERNET
+ TÉLÉPHONIE

À PARTIR DE

74

\$/MOIS
pendant 6 mois,
93\$/mois par la suite²

+

ENREGISTREUR
PARTOUT CHEZ VOUS
GRATUIT³

Pour un temps limité, abonnez-vous et profitez de l'installation professionnelle gratuitement⁴.

En plus: Profitez gratuitement d'une tonne de films en HD pendant 2 mois avec SUPER ÉCRAN⁵.

1 888 689-2183 • Visitez un magasin Bell • bell.ca/telefibe

la vie est **Bell**

POLITIQUE

Le CHUM placé sous surveillance

TOMMY CHOUINARD

QUÉBEC — Québec placera le Centre hospitalier de l’Université de Montréal (CHUM) sous surveillance pour s’assurer que des correctifs seront apportés à sa gouvernance. Le ministre de la Santé et des Services sociaux, Réjean Hébert, présentera d’ici demain des mesures de contrôle accrues à la suite des constats troublants du vérificateur général et des « accompagnateurs » nommés par l’Agence de la santé et des services sociaux de Montréal. Il réagira au plan d’action que lui a remis le conseil

d’administration du CHUM tard lundi. Selon son cabinet, toutes les options étudiées par le gouvernement impliquent de placer le conseil d’administra- tion sous surveillance d’une façon ou d’une autre. Québec pourrait prolonger au-delà du 31 décembre le mandat des

deux « accompagnateurs » que l’Agence a désignés, chargés d’examiner la gouvernance du grand hôpital. C’est d’ailleurs ce que recommande le conseil d’administration du CHUM dans son plan d’action, a indiqué une source. Québec pourrait également nommer son propre accompagnateur,

un chaperon qui surveillerait les agissements du conseil d’administration. Il laisse toujours planer la possibilité de recourir aux grands moyens: la tutelle. Selon le rapport inter-médiaire des accompa- gnateurs nommés par l’agence, François Latreille et Denis Paré, des tensions minent le fonctionnement du conseil d’administration. Les mem- bres du C.A. sont souvent tenus dans l’ignorance et n’ont pas une connaissance adéquate des règles du réseau de la santé, concluent-ils dans le rapport révélé par *La Presse*.

« Je prends ce rapport avec beaucoup de sérieux, a affirmé Réjean Hébert, hier. Ça vient s’ajouter à ce qu’avait déjà soulevé le Vérificateur général. C’est un problème important. » Le vérificateur général dénon- çait la semaine dernière la rému- nération excédentaire versée au directeur général Christian Paire, maintenant suspendu avec solde. Il révélait la nomina- tion de cadres supérieurs sans concours de recrutement et la conclusion de contrats de gré à gré, donc sans appel d’offres, pour les services professionnels, ce qui contrevient aux règles. – Avec Denis Lessard

LAC-MÉGANTIC

Ottawa avait reçu des signaux d’alarme

Le gouvernement Harper a reçu des signaux d’alarme sur l’état de la Montreal Maine & Atlantic Railway dans les mois qui ont précédé la tragédie ferroviaire de Lac-Mégantic, révèlent des documents obtenus par *La Presse* grâce à la Loi sur l’accès à l’information. Parmi ceux-ci, une lettre des élus de Lac-Mégantic – envoyée huit mois avant le drame – qui prévient Ottawa que leur municipalité risque des subir des « dommages considérables » si des réparations ne sont pas faites rapidement.

EXCLUSIF

MARTIN CROTEAU

OTTAWA — Huit mois avant la tragédie ferroviaire qui a coûté la vie à 47 personnes, la Ville de Lac-Mégantic avait envoyé une mise en garde explicite à la Montreal Maine & Atlantic ainsi qu’à deux ministres du gouvernement Harper sur l’état d’un tronçon de chemin de fer sur son territoire. Une lettre dans laquelle elle disait craindre des « dommages considérables » advenant un déraillement.



Les élus municipaux de Lac-Mégantic avaient conscience de l’accroissement du nombre de wagons-citernes sur les rails de la MMA, comme en témoigne une lettre adressée à deux ministres conservateurs et à l’entreprise en novembre 2012.

Le 12 novembre 2012, la greffière de la Ville a expédié une lettre à la société ferroviaire ainsi qu’aux ministres Denis Lebel, alors titulaire des Transports, et Christian Paradis, alors lieutenant de Stephen Harper au Québec, pour les informer d’une résolution adoptée par le conseil municipal une semaine plus tôt. La résolution précise que le chemin de fer a été endommagé par des pluies

abondantes survenues quatre ans plus tôt, en 2008, et que les travaux correctifs doi- vent être effectués. La MRC du Granit, qui vient alors d’inspecter la voie ferrée, a constaté « des problèmes au niveau de la stabilité de certains tronçons des voies ferrées sur le territoire de la Ville de Lac-Mégantic ». Le fait que les wagons-citer- nes sont de plus en plus nom- breux à circuler sur les rails de la MMA n’a pas échappé aux élus municipaux. Cette phrase prophétique de la résolution en témoigne: « Un déraillement de wagon contenant des produits toxiques ou des contaminants à cet endroit est susceptible de causer des dommages considérables, et ce, considérant la proximité des résidences et du lac Mégantic, »

À la Ville de Lac-Mégantic, on précise que la résolution visait à corriger l’érosion d’un talus supportant le chemin de fer à l’extrémité nord de la ville. MMA avait tenté de cor- riger le problème à quelques reprises depuis 2008. Elle l’a fait une fois pour toutes quel- ques semaines après l’adop- tion de la résolution. « À ce moment-là, ils ont réagi très rapidement, explique le directeur gé- néral de Lac-Mégantic, Gilles Bertrand. Dans le mois qui a suivi, c’était réparé et ce l’était de façon professionnelle. Ça a été très bien fait. » Ottawa intervient Le bureau du ministre Denis Lebel s’est également mêlé du dossier, indique une lettre que son bureau a

fournie à *La Presse*. Un employé de Transports Canada a contacté la MMA quelques semaines après la lettre de Lac-Mégantic. L’entreprise lui a assuré que les travaux cor- rectifs avaient été faits dans la semaine du 17 décembre. Nous sommes alors un peu plus d’un mois après la lettre de la greffière de Lac-Mégantic. « Un inspecteur régional du Ministère s’est rendu sur les lieux le 20 décembre 2012 et il a pu constater que les travaux avaient effectivement été réalisés », a écrit M. Lebel dans sa réponse à la Ville de Lac-Mégantic, datée de janvier 2013. *La Presse* n’a pu obtenir les commentaires de la MMA hier. – Avec William Leclerc

LA GOMME DE SAPIN BAUMIER

le casse-grippe naturel toujours aussi populaire au Québec.

Vous êtes congestionné, enrhumé ou avez un début de mal de gorge ! Alors ne chercher plus et procurez-vous la gomme de sapin baumier. Un remède ancestral de chez nous très efficace qui a fait ses preuves en soignant des milliers de Québécois et Québécoises aux prises avec les symptômes du rhume et de la grippe.

Des études récentes faites au Laboratoire LaSève par des chercheurs de l’Université du Québec à Saguenay ont démontré des résultats significatifs de la gomme de sapin baumier pour éliminer les bactéries de type S. aureus, souvent la cause de rhumes et grippes.

Ces études très prometteuses tentent à confirmer ce que nos Amérindiens du temps et grands-parents savaient déjà sur cette gomme et son efficacité à combattre les effets néfastes du rhume et de la grippe.

Dès les premiers symptômes, n’hésitez pas à vous en procurer. La gomme de sapin baumier est disponible en gélules et est vendue sous la marque **Sapino** dans les pharmacies et boutiques d’alimentation naturelle.

25 % de rabais

cette semaine sur tous les produits Sapino sélectionnés chez

Jean Coutu

(Au Québec seulement)

Valide du 5 au 11 décembre 2013

Consultez votre pharmacien lors de l’achat de produits de santé naturels.
Cette publicité a été payée par Prodex.

RESPIREZ MIEUX
DORMEZ MIEUX

BOUTIQUE COURIR

votre partenaire de course depuis plus de 30 ans!

**Chaussures
Vêtements
Accessoires
Produits énergétiques
Livres**

Le 860 V3 de New Balance

Disponible pour homme et pour femme

À l’achat de chaussures de course à pied chez Boutique Courir, recevez gratuitement un plan d’entraînement personnalisé de 8 semaines :

Pour préparer un 5 km, 10 km, demi-marathon ou marathon

OU

Pour votre mise en forme avant de commencer à courir

En partenariat avec www.cyclide.org

Montréal
4452, rue Saint-Denis
Métro Mont-Royal

Longueuil
1085, chemin Chambly
Près du cégep Édouard-Montpetit

boutiquecourir.com

LES ALLERGIES AU QUOTIDIEN

NE LAISSEZ PLUS LES ALLERGIES VOUS GÂCHER LA VIE. APPRENEZ-EN DAVANTAGE SUR LES AFFECTIONS ALLERGIQUES ET SUR LES ASTUCES AU QUOTIDIEN POUR SOULAGER LES SYMPTÔMES.

CONSULTEZ UN ALLERGOLOGUE

Négliger les symptômes d'allergies peut avoir un impact considérable sur notre vie. Aussi, si vous pensez souffrir de symptômes d'allergies (ou encore si votre enfant en souffre), demandez à votre médecin de famille de vous diriger vers un allergologue (le spécialiste des allergies) pour confirmer et préciser le diagnostic. En premier lieu, l'allergologue fera probablement un examen clinique complet et un interrogatoire détaillé. Il peut notamment vous questionner sur votre historique familial au niveau des allergies, ainsi que sur la nature et la survenue des symptômes. Des tests d'allergies sont ensuite souvent nécessaires pour déterminer avec exactitude l'allergène (ou les allergènes) en cause. Une fois le diagnostic posé, l'allergologue sera en mesure de vous conseiller pour mieux gérer votre condition.

LES TESTS CUTANÉS

Il existe plusieurs méthodes pour effectuer des tests d'allergies, mais les tests cutanés sont les plus souvent utilisés. Le but de ces tests est de mettre les allergènes suspectés en contact avec la peau et d'interpréter la réaction qu'ils déclenchent. Les allergènes en cause vont reproduire sur la peau une réaction allergique. Ce sont des tests rapides et peu douloureux qui se passent au cabinet de l'allergologue.

Il en existe 3 types :

- ♦ **Les prick-tests** : Ils consistent à introduire juste sous la peau (à l'aide de scarificateurs, d'aiguilles ou de lances) de très faibles doses de plusieurs allergènes (sur l'avant-bras ou dans le dos). En cas de réaction positive, il apparaît au bout de 10 à 20 minutes un gonflement et une rougeur à l'endroit de la piqûre, s'accompagnant de démangeaisons. Ces tests cutanés — qui sont les plus pratiques — sont faits pour déceler les allergènes environnementaux (animaux, acariens, pollens, moisissures), ainsi que les allergies alimentaires et médicamenteuses.

- ♦ **Les tests intradermiques (ou intradermoréaction)** : Ils consistent à injecter (à l'aide d'une seringue munie d'une petite aiguille) dans le derme (partie externe des bras) une petite quantité d'allergène dilué. 15 à 20 minutes plus tard, si la peau affiche une couleur rougeâtre et un gonflement au site d'injection, l'allergène est identifié. Dans certains cas, il peut être demandé à la personne de se représenter après plusieurs heures (6 h, voire 72 h plus tard) pour une lecture tardive. Ces tests sont réservés au diagnostic des allergies aux venins ou aux médicaments.
- ♦ **Les patch-tests** : Ils consistent à plaquer (à l'aide d'un dispositif autocollant) des substances allergènes sur le dos et à vérifier (en général au bout de 48 h à 96 h en fonction des substances testées) si des réactions locales sont apparues. Ces tests permettent de rechercher une allergie de contact ou médicamenteuse.

Sachez que, contrairement à une idée fausse très répandue, il n'y a pas d'âge minimal pour consulter un allergologue ni pour faire des tests cutanés. Il n'est donc pas nécessaire d'attendre que les enfants aient 5 ou 6 ans pour les faire. Cela est d'autant plus important qu'un diagnostic et un traitement précoces pourraient permettre de prévenir des complications.

QUE POUVEZ-VOUS FAIRE?

Suivez ces conseils pour éviter les allergènes en suspension qui sont responsables de la rhinite allergique, la forme d'allergie la plus répandue :

1. Procurez-vous un épurateur d'air muni d'un filtre à particules de haute efficacité (de type HEPA) pour éliminer les particules allergènes contenues dans l'air ambiant.
2. Utilisez un climatiseur et gardez vos fenêtres et vos portes fermées pendant la saison des pollens pour les empêcher d'entrer dans la maison.

3. Surveillez les bulletins de météo pollinique de votre région pour connaître le taux de pollens dans l'air et organisez vos activités en conséquence. Si les taux de pollens sont élevés, privilégiez les activités à l'intérieur.
4. Recouvrez les matelas, les sommiers et les oreillers avec des housses de plastiques étanches munies de fermetures à glissière spécialement conçues pour cet usage afin de lutter contre les acariens.
5. Supprimez tous les tapis et remplacez-les par des planchers en bois ou en linoléum.
6. Lavez — à chaque semaine — la literie (draps, taies d'oreiller) à l'eau chaude (au moins 54,5°C) pour tuer les acariens.
7. Maintenez le taux d'humidité de la maison entre 30 et 45 % pour limiter la prolifération des acariens et des moisissures. Munissez-vous d'un déshumidificateur, si nécessaire.
8. Réduisez au minimum la poussière présente dans l'air ambiant en supprimant tout objet susceptible d'en amasser (bibelots, livres, etc.) et en vous servant d'un linge humide pour épousseter.
9. Privilégiez les meubles en vinyle ou en cuir, plutôt que ceux rembourrés.
10. Remplacez les draperies et les rideaux par des toiles ou des stores, car ceux-ci se nettoient plus facilement.
11. Évitez les animaux ou gardez-les à l'extérieur. Si cela n'est pas possible, lavez-les régulièrement (idéalement, au moins une fois par semaine) et interdisez-leur l'accès aux sofas et aux chambres à coucher.
12. Éliminez tous les jouets rembourrés, particulièrement dans la chambre des enfants. Si cela n'est pas possible, ne gardez que ceux qui sont lavables.
13. Utilisez un aspirateur central pour nettoyer la maison. Sinon, optez pour un modèle muni d'un filtre HEPA.

14. Évitez les activités qui exposent à de grandes quantités d'allergènes comme la tonte de la pelouse ou l'époussetage.
15. Ne faites pas sécher vos vêtements dehors pendant la saison des pollens, car ces derniers risquent de s'y déposer.

LES ANTIHISTAMINIQUES : DES ALLIÉS EFFICACES

Les antihistaminiques oraux sont des médicaments couramment utilisés pour soulager les symptômes de la rhinite allergique. Ceux-ci bloquent l'action de l'histamine qui est responsable des symptômes tels que les écoulements nasaux, les picotements et les larmoiements. Les antihistaminiques sont habituellement efficaces et procurent un soulagement rapide. Ils doivent idéalement être pris dès le début de la réaction allergique et ce, durant toute la période où elle se manifeste.

La plupart des antihistaminiques sont vendus sans ordonnance dans les pharmacies. Si vous ne les connaissez pas, demandez à votre pharmacien de vous aider à choisir le produit qui vous conviendra le mieux. Enfin, certains antihistaminiques sont aussi offerts sous forme liquide pour les enfants.

L'HÉRÉDITÉ JOUE-T-ELLE UN RÔLE?

Si tout le monde peut développer une allergie à une substance anodine, il reste que la majorité des personnes allergiques ont hérité de cette hypersensibilité. Quand l'un des deux parents se révèle allergique, il y a 50 % des risques que les enfants le soient également. Et si les deux parents ont un terrain allergique, ce risque s'élève à 75 %. Cela dit, l'enfant n'hérite pas nécessairement des mêmes allergies que ses parents mais bien de la prédisposition à développer des allergies.

SALLE 405 – CHATS



Les médecins recommandent AERIUS®, pas les brosses à dents.

Le pouvoir d'AERIUS® soulage 13 de vos pires symptômes



- Démangeaisons des oreilles
- Démangeaisons de la peau
- Picotement des yeux
- Éruptions urticariennes
- Éternuements
- Écoulement nasal
- Démangeaisons du nez
- Congestion nasale
- Démangeaisons du palais
- Démangeaisons de la gorge
- Toux allergique
- Larmoiement
- Rougeur oculaire

Assurez-vous qu'AERIUS® vous convient. Lisez et suivez toujours les indications sur l'emballage. Dramatisation extrême. Ne pas essayer à la maison. Jamais, jamais.

© Marque déposée de MSD International Holdings GmbH, utilisée sous licence. © 2013 Schering-Plough Canada Inc., filiale de Merck & Co., Inc. Tous droits réservés.



Jetta 2014

— Louez à partir de —

177 \$

par mois sur 48 mois**

0 \$

d'acompte

Tiguan 2014

— Louez à partir de —

297 \$

par mois sur 48 mois**

883 \$ d'acompte

N'attendez pas pour réclamer votre cadeau des fêtes de
500 \$ avec tous les modèles*.

C'est le moment de penser ingénierie allemande à
vw.ca/fallaitypenser



1 800 ROULE VW
vw.ca

*Rabais de 500 \$ applicable à l'achat au comptant, à la location ou au financement (sujet à l'approbation du crédit de Volkswagen Finance) d'un véhicule 2013 ou 2014 neuf et non immatriculé. Le rabais s'applique au prix de vente final négocié. Certaines conditions s'appliquent. Chez les concessionnaires participants. **Sur approbation du crédit. Basé sur le modèle Jetta 2014 de 2,0 L / Tiguan 2.0T 2014 de base neuf et non immatriculé avec boîte manuelle à 5/6 vitesses dont le PDSF est de **16 385 \$ / 26 700 \$**. Acompte de 0 \$ / 883 \$, dépôt de sécurité de 230 \$ / 350 \$ et première mensualité requis à la signature. Frais de 15 ¢ du kilomètre après 64 000 km en sus. RDPRM (jusqu'à 46 \$), droits et taxes en sus. Le concessionnaire peut vendre ou louer à prix moindre. Offres en vigueur jusqu'au 2 janvier 2014. PDSF du modèle montré : Jetta Highline 2013 de 2,5 L, 26 085 \$ / Tiguan 2.0T 2014, 41 900 \$. Modèles montrés à titre indicatif seulement. Visitez vw.ca ou votre concessionnaire Volkswagen pour les détails. « Volkswagen », le logo Volkswagen, « Das Auto » et dessin », « Jetta » et « Tiguan » sont des marques déposées de Volkswagen AG. © Volkswagen Canada 2013.

ACTUALITÉS

SUICIDES DANS LES FORCES ARMÉES

Un militaire lance un cri du cœur

EXCLUSIF

HUGO DE GRANDPRÉ

OTTAWA — « Ça m’a bouleversé. Parce qu’il y a des gars comme moi qui souffrent. »

L’annonce du suicide d’un quatrième soldat canadien en une semaine a ébranlé Philippe (nom fictif).

Le militaire québécois a déjà fait trois tentatives de suicide depuis qu’il a été posté en Afghanistan, en 2011. La dernière remonte au mois de juin.

L’homme dans la cinquantaine n’arrive plus à travailler et il passe maintenant ses journées dans le sous-sol de sa maison, angoissé et sans énergie.

Au moment où, hier à Ottawa, les politiciens débattaient du soutien accordé aux militaires en proie à la détresse psychologique, Philippe a lancé un cri du cœur, en entrevue à *La Presse*.

« Il faut dire les affaires pour que ça arrête », a-t-il dit.

Philippe dénonce les lacunes dans les soins qu’il a reçus jusqu’ici des Forces armées et la culture du secret qui entoure les problèmes de maladie mentale.

Selon lui, les militaires ont peur de demander de l’aide, de crainte d’être stigmatisés par leurs collègues et leurs supérieurs. « C’est la honte. La honte d’être malade. »

Et lorsqu’ils décident finalement de se confier, ils se heurtent à un mur de bureaucratie et d’incompréhension: « Quand tu y vas, on dirait qu’ils sont comme dépourvus, ils ne savent pas quoi faire de ça. Ils te regardent, et on dirait qu’ils ne comprennent pas », a-t-il affirmé.



Les récents suicides de soldats canadiens ont incité un militaire québécois à briser le silence et à dénoncer la honte ressentie, selon lui, par les soldats souffrant de problèmes de santé mentale. Ci-dessus, un soldat canadien est témoin d’une explosion en Afghanistan.

« Ma femme m’a retrouvé deux fois dans le garage. Ça n’est pas rien, ça! »

Programmes existants

Le caporal-chef Sylvain Lelièvre du Royal 22^e Régiment, de la base de

Ce quatrième décès tragique en un peu plus d’une semaine au sein des Forces armées canadiennes a fait des vagues jusqu’au Parlement.

À la Chambre des communes, les partis de l’opposition ont questionné le gouvernement

Mulcair sur la fermeture de bureaux du ministère des Anciens Combattants a été accueillie par des cris d’indignation dans les bancs conservateurs.

Le premier ministre Stephen Harper a répondu en trans-

« Quand tu y vas [demander de l’aide], on dirait qu’ils sont comme dépourvus, ils ne savent pas quoi faire de ça. Ils te regardent, et on dirait qu’ils ne comprennent pas. »

— Philippe, militaire québécois qui a fait trois tentatives de suicide

Valcartier, a été retrouvé sans vie chez lui, plus tôt cette semaine. Le père de famille de 46 ans a participé à des missions en Afghanistan et Bosnie.

sur l’adéquation des soins accordés aux membres des Forces armées avec leurs besoins dans des situations semblables.

Une question du chef de l’opposition Thomas

mettant ses condoléances et ses prières aux proches des défunts, insistant sur l’importance « d’encourager ceux et celles qui ont besoin d’aide à chercher une telle aide ».

« Il y a plusieurs programmes et services disponibles pour nos militaires et nos anciens combattants, a souligné M. Harper. Il y a le Programme d’aide aux membres des Forces armées canadiennes, le centre des ressources pour les familles des membres, le programme Soutien social aux victimes de stress opérationnel [SSVSO] et le programme En route vers la préparation mentale [RVPM]. »

Espoir de changement

Le sénateur Roméo Dallaire, lieutenant-général à la retraite, s’est dit à ce point troublé par les récents incidents et l’arrivée prochaine du 20^e anniversaire du génocide du Rwanda qu’il en a perdu le sommeil. Mardi, il s’est endormi au volant et son véhicule a percuté un poteau sur la colline du parlement.

Pour Philippe comme pour le sénateur Dallaire, ces drames sont le reflet d’une réalité douloureuse.

Philippe décrit les soins qu’il a reçus des Forces armées comme une longue série de manques de respect, de professionnalisme et de compassion. Et il estime que ceux qu’il reçoit maintenant dans un hôpital géré par les Anciens Combattants, à sa demande, sont de beaucoup supérieurs.

Il garde par ailleurs espoir que les choses pourront s’améliorer.

« Cette affaire-là, c’est allé me chercher... Là, je parle aujourd’hui », a-t-il lancé.

« C’est important qu’ils voient qu’il y a des lacunes. Pas de couper le cou de personne, mais de voir qu’il y a des lacunes, et qu’il faut qu’ils fassent de leur mieux pour nous aider. »

LA TOURNÉE
DES FÊTES

LA PRESSE+

+

FUTURE SHOP

LA PRESSE+

LE TEMPS
DES FÊTES
EST ARRIVÉ

UNE NOUVELLE
TABLE À
DÉCOUVRIR!

courez la chance
de gagner un
iPad*

TOUT SIMPLEMENT
MAGIQUE!

VENEZ FAIRE L'ESSAI DE
LA PRESSE+ DANS L'UNE DES
SUCCURSALES FUTURE SHOP
PARTICIPANTES ET
COUREZ LA CHANCE DE
GAGNER L'UN DES 21 iPad*
(UN PAR MAGASIN).

Ce vendredi de 17 h à 21 h et samedi de 10 h à 16 h,
venez rencontrer l'équipe de La Presse+ et participer
au concours aux magasins Future Shop suivants :

+

Carrefour de la Rive Sud

584, ch. de Touraine à Boucherville

+

Quartier DIX30

9650, boul. Leduc à Brossard

+

Carrefour Richelieu

600, rue Pierre-Caisse à St-Jean-sur-Richelieu

Pour ces succursales, tirage des trois iPad
lundi 9 décembre.

Pour connaître le calendrier complet de l'ensemble de
nos sorties, visitez LaPressePlus.ca/calendrier

Disponible dans
l'App Store

iPad est une marque de commerce d'Apple Inc.
téléchargez l'App Store sur votre iPhone ou votre iPad.
L'App Store est une marque de service d'Apple Inc.

*Règlement disponible à La Presse. La valeur totale
des prix est de 10900\$. Il y aura un tirage tous les
lundis jusqu'au 23 décembre aux bureaux de La Presse.

★

Les
besoins
sont grands.

Le 5 décembre, donnez.

Consultez la liste des points de collecte au
www.lagrandeguignoleedesmedias.com

la grande
guignolée
des médias

Dons en denrées non-périssables chez :

Jean Coutu

provigo

maxi

Loblaws

Dons en ligne

1 866 908-9090
(TICKETPRO)

GRAND SOLDE AVANT LES FÊTES

PRIX CHOC AUX 10 PREMIERS ACHETEURS

869⁹⁹\$

JEUDI 5 ET
VENDREDI 6 DÉCEMBRE.



Canon

ENSEMBLE EOS REBEL T5i AVEC 18-55mm IS STM, 55-250mm IS STM

18 mégapixels, jusqu'à 25 600 iso, vidéo HD intégrale avec AF continu, écran tactile et orientable 3po, 5 ips, 9 collimateurs à capteurs AF croisés.

rég. 1209⁹⁹\$ | **899⁹⁹\$**

PRIX CHOC AUX 10 PREMIERS ACHETEURS

299⁹⁹\$

JEUDI 5 ET
VENDREDI 6 DÉCEMBRE.



ÉTUI ET
MONOPIED
GRATUIT

Nikon

COOLPIX P520

18,1 mégapixels, vidéo 1080p, zoom optique 42x grand-angle, écran ACL orientable 3,2po, 7 ips, stabilisation d'image optique.

rég. 399⁹⁹\$ | **339⁹⁹\$**

TABLETTE 7" GRATUITE!



VALEUR
DE 150 \$

À L'ACHAT D'UN APPAREIL PHOTO, VIDÉO OU OBJECTIF CANON DE 300 \$ ET PLUS.

Modèles sélectionnés. Détails en magasin.

Canon

ENSEMBLE EOS REBEL T3i AVEC FLASH SUNPACK, DÉCLENCHEUR ET MONOPIED

18 mégapixels, jusqu'à 25 600 iso, vidéo HD intégrale avec AF continu, écran tactile et orientable 3po, 5 ips, 9 collimateurs à capteurs AF croisés.

rég. 859⁹⁹\$ | **599⁹⁹\$** | rég. 1159⁹⁹\$ | **799⁹⁹\$**

Avec objectif 18-55mm IS.

Avec objectifs 18-55mm IS et 55-250/0mm IS.

ÉTUI ET TRÉPIED
GRATUIT



Nikon

ENSEMBLE D3200

24,2 mégapixels, vidéo HD 1080p, jusqu'à 12 800 ISO, écran 3po, simplicité d'utilisation.

rég. 599⁹⁹\$ | **499⁹⁹\$**

Avec objectif 18-55mm VR.

rég. 959⁹⁹\$ | **679⁹⁹\$**

Avec objectifs 18-55mm VR et 55-200mm VR.

PILE GRATUITE



Canon

ENSEMBLE EOS REBEL SL1 AVEC 18-55mm IS STM, 40MM, DÉCLENCHEUR ET TRÉPIED

rég. 1179⁹⁹\$ | **779⁹⁹\$**

ÉTUI ET ADOBE
LIGHTROOM 5
GRATUIT



Nikon

ENSEMBLE D7100

rég. 1179⁹⁹\$ | **999⁹⁹\$**

Boîtier seul

rég. 1549⁹⁹\$ | **1349⁹⁹\$**

Avec objectif 18-140mm.

ÉPARGNEZ
250\$



Canon

EOS 70D

rég. 1299⁹⁹\$ | **1049⁹⁹\$**

Boîtier seul

rég. 1649⁹⁹\$ | **1399⁹⁹\$**

Avec objectif 18-135mm STM.

PILE GRATUITE



Canon

POWERSHOT SX280

12,1 MP, objectif f/1.8-2.8, Wi-Fi, vidéo HD 1080p, zoom optique 20x grand-angle, écran 3po, stabilisation d'image optique.

299⁹⁹\$ | **229⁹⁹\$**

ÉTUI GRATUIT



PENTAX

WG-3

16 MP, zoom optique 4x grand angle, étanche, résistant aux chocs et au froid, vidéo HD 1080p, écran ACL 3po, double système de stabilisation.

rég. 299⁹⁹\$ | **239⁹⁹\$**

15% À 70%
SUR LES
SACS ET ÉTUIS

Rabais en magasin.

ÉTUI GRATUIT



LUMIX

ZS30

18,1 mégapixels, Wi-Fi intégré, zoom optique 20x grand-angle, écran tactile 3po, vidéo HD 1080p, stabilisateur optique hybride.

rég. 399⁹⁹\$ | **329⁹⁹\$**

10%
SUR LES
OBJECTIFS,
FILTRES ET PILES

Rabais en magasin.

10% À 50%
TRÉPIEDS ET ROTULES

15%
JUMELLES ET LUNETTES
D'APPROCHE

Rabais en magasin.

ÉPARGNEZ
90\$



SONY

CYBER-SHOT HX50V

20,4 mégapixels, Wi-Fi intégré, zoom optique 30x grand-angle, écran ACL 3po, mode vidéo HD 1080p, stabilisation d'image optique.

rég. 499⁹⁹\$ | **359⁹⁹\$**



Canon

POWERSHOT SX50 HS

12,1 MP, Wi-Fi intégré, RAW + JPEG, zoom optique 50x grand-angle, écran 2,8po orientable, RAW + JPEG, mode vidéo HD 1080p, IS intelligent.

rég. 429⁹⁹\$ | **339⁹⁹\$**



Canon

POWERSHOT S120

12,1 MP, Wi-Fi intégré, RAW + JPEG, zoom optique 5x grand-angle, objectif f/1.8, écran ACL 3po tactile, vidéo HD 1080p, stabilisation d'image optique, DIGIC VI.

rég. 449⁹⁹\$ | **419⁹⁹\$**

Canon

POWERSHOT G16

12,1 MP, objectif f/1.8-2.8, Wi-Fi, zoom optique 5x grand-angle, écran ACL 3po, vidéo HD 1080, stabilisateur d'image optique, DIGIC VI.

rég. 549⁹⁹\$ | **429⁹⁹\$**

ÉTUI GRATUIT



LUMIX

FZ200

12,1 mégapixels, ouverture rapide f/2.8, zoom optique 24x grand-angle, stabilisation d'image optique, écran ACL 3po, mode vidéo HD 1080p.

rég. 599⁹⁹\$ | **499⁹⁹\$**

SONY

CYBER-SHOT RX100M2

20,2 mégapixels, capteur Exmor R, zoom Vario-Sonnar T* 3.6x, f/1.8, Wi-Fi, vidéo HD 1080, écran orientable 3po, contrôle manuel, ISO 12 800, RAW & JPG.

rég. 799⁹⁹\$ | **749⁹⁹\$**

IMPRIMEZ SANS COMPTER

2 POUR 1

SUR LES CARTES PRÉPAYÉES DE
100 PHOTOS 4" X 6" AU PRIX RÉGULIER DE 19 \$



gosselinphoto.ca

Offres valides du 5 au 11 décembre 2013.

Galleries Laval 1637, boulevard Le Corbusier, Laval, (450) 682-3999
Place de la Cité 2600, boulevard Laurier, Sainte-Foy, (418) 656-6309
3748, boulevard des Forges Trois-Rivières, (819) 376-9191

Gosselin
foto source^{MC}

JUSTICE

Double suicide dans une maison de Québec

Les acheteurs seront remboursés

CHRISTIANE DESJARDINS

Un homme qui a vendu une maison de Québec, en octobre 2012, sans dire qu'un double suicide s'y était produit deux ans auparavant devra rembourser les acheteurs.

Le juge Robert Dufresne condamne en outre le vendeur, Jean-Guy Mercier, à payer des dommages moraux de 15 000 \$ au jeune couple qui a acquis cette demeure, en plus de devoir leur rembourser des frais de 23 000 \$.

Jean-François Fortin et Sandra Bolduc, tous deux dans la vingtaine, ont acheté la maison le 19 octobre 2012, au coût de 275 000 \$. Ils voulaient s'y établir dans le but de fonder une famille. Quelques jours après la prise

de possession, mais avant d'y emménager, M^{me} Bolduc s'est rendue à la maison pour y faire des travaux. Elle a rencontré un voisin, Robert Comeau, qui lui a demandé: « Ça ne vous fait pas peur ? »

M^{me} Bolduc a été atterrée en apprenant le drame qui s'était produit dans la maison. C'est en pleurs qu'elle a appelé son conjoint pour l'en informer.

Le jeune couple n'a finalement jamais emménagé dans la maison. En désespoir de cause, il s'est adressé à la Cour supérieure pour faire annuler la vente, au motif qu'il avait été victime d'un dol. « Pour eux, cette maison représente le malheur, la mort et la tristesse. Ils souhaitent fonder leur famille dans un milieu de joie et de

bonheur », a noté le juge dans sa décision.

Travaux

Le drame était survenu en août 2010. Un homme et une femme âgés, gravement malades, s'étaient enlevé la vie dans la maison.

« Pour eux, cette maison représente le malheur, la mort et la tristesse. Ils souhaitent fonder leur famille dans un milieu de joie et de bonheur. » — Extrait de la décision du juge

M. Mercier a acheté la maison de la succession en février 2011, au coût de 200 000 \$. Il a mis la maison en vente en février 2012. Selon la preuve, il a retiré le mandat à une agente d'immeubles

qui voulait inscrire le double suicide dans la déclaration du vendeur. Il a ensuite fait affaire avec un autre agent. Cette fois, le double suicide était mentionné, mais on prétendait que c'était arrivé dans le garage. Cela refroidissait quand même les acheteurs

potentiels. Néanmoins, il y a eu quelques visites, mais pas de vente.

M. Mercier a fini par annoncer lui-même sa maison avec Du Proprio. C'est ainsi que le jeune couple

s'est présenté. M. Mercier n'a rien dit à propos du drame. Il a prétendu avoir refait tout l'intérieur et avoir acheté 50 000 \$ de matériaux, mais n'a pas été en mesure de fournir les factures. Lorsque le couple l'a interrogé sur la « déclaration du vendeur », il a dit qu'avec Du Proprio, ce formulaire n'existait pas, ce qui est faux. Le formulaire existait, et la question « Y a-t-il eu un suicide ou une mort violente dans la propriété ? » y figurait. Le juge relève d'ailleurs que la question est devenue obligatoire dans le courtage depuis 2012.

Auparavant, cette question était optionnelle, mais il fallait tout de même révéler toute circonstance de nature à influencer une transaction.

Hôpital Notre-Dame Un patient de l'aile psychiatrique accusé de deux meurtres

C'était dans l'air depuis plus d'un an, mais c'est maintenant chose faite: Idelson Guerrier a finalement été accusé, hier après-midi, d'avoir tué avec préméditation deux patients de l'hôpital Notre-Dame, à l'été 2012.

Les victimes alléguées auraient été étranglées alors qu'elles étaient hospitalisées dans l'aile psychiatrique de l'hôpital. Gaétan Sénécal, 69 ans, est mort le 16 juin 2012, tandis que Claude Courtemanche, 77 ans, est mort le 21 juin. Idelson Guerrier, 33 ans, était hospitalisé au même endroit. Il est déjà accusé de tentatives de meurtre et de voies de fait à l'endroit de deux patientes, soit Etyxia Tsidanoulis, le 16 juin 2012, et Iolanda Bertocchi, le 22 juin.

L'enquête préliminaire au sujet de ces derniers incidents est commencée, mais pas terminée. En ce qui concerne les nouvelles accusations, celles de meurtre, elles découlent de l'enquête qui a « révélé des faits nouveaux », a indiqué la procureure de la Couronne, Geneviève Dagenais. L'accusé est représenté par M^e François Bérichon. Rappelons enfin que M. Guerrier a aussi des dossiers pendants à Joliette, pour d'autres événements survenus en 2012. Il est notamment accusé de conduite dangereuse, menaces de mort et harcèlement contre un ancien collègue. L'homme avait été évalué en psychiatrie et avait été déclaré apte à être jugé.

— Christiane Desjardins



PHOTO ROBERT SKINNER, ARCHIVES LA PRESSE

Nord de Montréal La police démantèle un gang de trafiquants de pot

Quatre-vingt-dix policiers de la GRC, aidés de confrères de la Sûreté du Québec et de corps policiers municipaux, ont démantelé hier matin un important réseau de producteurs et distributeurs de marijuana dans les Laurentides et Lanaudière. En tout, 14 perquisitions ont été faites, dont 6 sur des sites de plantations de pot, et 8 arrestations ont eu lieu dans plusieurs municipalités, dont Sainte-Thérèse, Mirabel, Saint-Jérôme, Saint-Faustin-Lac-Carré, Rawdon, Rigaud et Saint-Alphonse-Rodriguez. « C'était une organisation

bien rodée, capable de produire plusieurs dizaines de kilos par semaine », a expliqué le caporal Luc Thibault, porte-parole de la GRC. En milieu d'après-midi, les policiers avaient saisi plus de 11 plants de cannabis, 34 kg de cocottes et 45 000 \$ comptant. Six voitures ont également été saisies. Le gang agissait de manière indépendante, selon la police, et en plus d'accusations liées au trafic de drogue, les suspects pourraient être accusés de gangstérisme.

— David Santerre

Accident routier Un octogénaire meurt en rédigeant son constat à l'amiable

Un octogénaire a perdu la vie après avoir été impliqué dans un léger accrochage entre un camion remorque et une voiture à Québec, hier après-midi. Après un faible impact, les deux conducteurs s'étaient immobilisés afin de rédiger un constat à l'amiable. Le chauffeur du poids lourd s'est présenté auprès du propriétaire de la voiture, un homme âgé de 86 ans, et les deux ont échangé quelques mots. Le conducteur de la remorque est par la suite retourné à son camion pour aller chercher des documents afin de finaliser le constat. À son retour, l'octogénaire était affaibli sur son volant, inanimé. Il a été conduit dans un centre hospitalier où son décès a été confirmé. Un malaise pourrait être à l'origine de ce décès et une enquête collision a été amorcée par la Sûreté du Québec.

— La Presse Canadienne

AUJOURD'HUI DANS PAUSE REPAS

PAUSE REPAS

LATELIER EXPRESS

POÊLÉE DE CHOUX DE BRUXELLES

LA PRESSE+ PAUSE REPAS

DANS L'ASSIETTE

PRÉCIS DE CHARCUTERIE

Jambons, saucissons, porchetta. Découvrez les principales propriétés des charcuteries, les modes de conservation et de fabrication.

LES SUPERMARCHÉS MOURELATOS

99¢

Beurre

Butter

Consultez notre circulaire de la semaine

VIVEZ LE PLUS BEAU NOËL À MONTRÉAL SUR L'AVENUE DU MONT-ROYAL!

UNE 50aine D'ACTIVITÉS POUR TOUTE LA FAMILLE

présentées par Noël sur l'Avenue et Noël dans le parc

SPECTACLES GRATUITS

AMBIANCE DE MAGASINAGE UNIQUE

ACTIVITÉS GOURMANDES

INSTALLATION ARTISTIQUE INTERACTIVE

CADEAUX ORIGINAUX

MARCHE DE NOËL AUX FLAMBEAUX SAMEDI 7 DÉCEMBRE 19H

Départ Place Gérard-Godin (face au métro Mont-Royal)

LES LUTINS À VÉLO RÉCOLTENT LES LETTRES AU PÈRE NOËL! SAMEDIS 7, 14, 21 DÉCEMBRE 11H - 15H ET DIMANCHES 8, 15, 22 DÉCEMBRE 12H - 16H

Tout au long de l'Avenue, Place Gérard-Godin (face au métro Mont-Royal) et au parc des Compagnons-de-Saint-Laurent (angle Mont-Royal/Cartier)

NOELSURLAVENUE.COM et NOELDANSLEPARC.COM

DES MOTS CROISÉS POUR + DE PLAISIR



VOS MOTS CROISÉS DANS LA PRESSE+

Facile, simple et amusant !
Complétez votre grille de mots croisés
tous les jours dans La Presse+
à la fin de la section *Pause**.
À vous de jouer !



iPad est une marque de commerce d'Apple Inc., déposée aux États-Unis
et dans d'autres pays. App Store est une marque de service d'Apple Inc.

Découvrez-en plus à LaPressePlus.ca



*Le dimanche à la fin de la section Arts.

TRAGÉDIE DE NEWTOWN

Diffuser ou pas les bandes audio de la tuerie de Sandy Hook?



NATHALIE COLLARD
MÉDIAS

La publication hier des appels à l'aide au 911 durant la tuerie de Newtown a semé toute une controverse aux États-Unis. Les médias devaient-ils oui ou non les diffuser?

Le moins que l'on puisse dire, c'est que les avis étaient partagés, alors que la ville du Connecticut les rendait publics sur son site web dans le sillage d'une demande d'accès à l'information de l'agence Associated Press (AP).

L'agence de presse a dû plaider devant la Freedom of Information Commission, les forces de l'ordre lui ayant refusé l'accès aux bandes audio dans les heures et les jours qui ont suivi la tragédie.

Les appels à l'aide enregistrés au 911 – auxquels l'employé des services d'urgence répond calmement – devaient

être rendus publics à 14h hier, mais on pouvait déjà les entendre quelques minutes avant sur le site web d'un journal local.

Et pendant que le son des voix paniquées et des coups de feu circulaient un peu partout sur le web et dans les réseaux sociaux, les médias traditionnels, eux, se demandaient encore quelle conduite éthique adopter. Fallait-il respecter la volonté des parents? Leur publication était-elle d'intérêt public?

La diffusion d'appels au 911 lors de tragédies est chose courante, mais dans ce cas-ci, certains souhaitaient faire une exception parce que les victimes étaient des enfants. D'autres justifiaient l'écoute des bandes en invoquant le besoin de faire taire des rumeurs qui courent sur le web et qui prétendent, dit-on, que la tragédie n'a jamais eu lieu. Enfin, plusieurs médias ont expliqué leur décision de les diffuser en affirmant que c'était la preuve que les services d'urgence avaient bien réagi dans les circonstances.



PHOTO JESSICA HILL, ASSOCIATED PRESS

Des membres des médias se sont rendus hier à Dansbury, au Connecticut, pour récupérer une copie des enregistrements des appels à la police le jour du massacre à l'école Sandy Hook de Newtown.

Les réseaux CBS, CNN et FOX ont finalement choisi d'en diffuser des extraits alors qu'ABC et NBC se sont abstenus. «Nous comprenons les raisons pour lesquelles certaines personnes s'opposent vivement à la diffusion

de ces bandes audio, a déclaré la vice-présidente d'AP, Kathleen Carroll. C'est un crime horrible. Mais il est toutefois important de se rappeler que les bandes du 911, comme tous les documents de la police, sont d'ordre public.

Les consulter fait partie de la démarche journalistique d'une entreprise de presse responsable.»

Ce nouveau chapitre dans la couverture médiatique de la tragédie de Newtown arrive alors que la petite ville s'apprête à en souligner le premier anniversaire. Les blessures sont encore fraîches et la peine, palpable.

Hier, un groupe de parents des victimes a imploré les médias de ne pas diffuser les enregistrements du 911, alors que les élus municipaux, eux, déclaraient que cela ajouterait à la peine des résidents du coin.

Dans les réseaux sociaux, les commentaires n'ont pas tardé à fuser, la plupart appuyant la requête des parents de ne pas diffuser les appels dans les médias. Plusieurs personnes affirmaient qu'ils ne les écouteraient pas et se tiendraient loin de la télé et des réseaux sociaux durant quelques jours.

Sensible à la détresse de la petite communauté, la présidente de NBC News, Deborah Turness, a envoyé un mémo à ses employés dans lequel elle disait ceci: «À moins d'un motif très contraignant qui nous forcerait à publier des extraits de ces bandes audio, j'aimerais respecter le souhait des parents de ne pas les diffuser. Cela pourrait causer beaucoup de détresse et nous devons agir avec respect et sensibilité à la veille du premier anniversaire de la tragédie.»

Massacre de Sandy Hook La diffusion des appels au 911 éveille de douloureux souvenirs

NEW YORK — Une femme paniquée, une enseignante blessée, des policiers au calme impressionnant: les enregistrements des appels à la police lors du massacre des écoliers de Sandy Hook ont été diffusés hier, plongeant douloureuse dans un fait divers qui a traumatisé l'Amérique.

Ces appels téléphoniques témoignent de la peur, mais aussi du calme dans l'école, et du professionnalisme des policiers répondant au téléphone qui ne cesse de sonner.

«École de Sandy Hook, je pense qu'il y a quelqu'un qui tire ici!», déclare une femme très inquiète, qui peine à respirer, expliquant qu'elle a vu quelqu'un et que les gens courent dans le hall d'entrée. «École Sandy Hook», implore-t-elle, affirmant que les tirs continuent.

«Ça continue», affirme aussi un agent d'entretien, Rick Thorne, au téléphone. Un policier lui demande de se mettre à couvert. «Que

se passe-t-il avec les enfants?», demande le policier. «Ça continue. Je continue à entendre des coups de feu, répond l'agent. S'il vous plaît!»

Sur l'un des enregistrements, on entend des coups de feu. Dans un autre, une enseignante, blessée au pied, qui remarque calmement qu'elle doit aller fermer sa classe.

«Ça va? [...] Nous avons des gens qui arrivent», lui déclare une policière.

«Faites que tout le monde reste calme, baissé, loin des fenêtres», conseille également la policière.

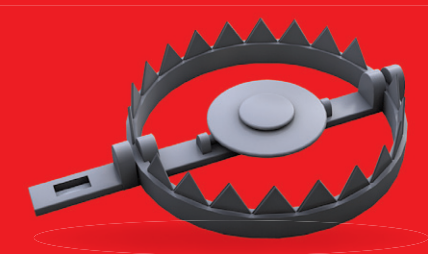
Le 14 décembre 2012, un déséquilibré de 20 ans, Adam Lanza, avait tué à l'arme semi-automatique 20 enfants dans 2 classes et 6 adultes, après avoir forcé son entrée dans l'école Sandy Hook, dans la petite ville tranquille de Newtown, au Connecticut.

— Agence France-Presse

▶▶ FUTURE SHOP® MD



VS BOSTON



Courez la chance
de gagner des billets pour les prochains matchs en plus d'accéder à la prévente exclusive de billets dans la zone famille Future Shop.

Tous les détails en ligne
futureshop.ca/canadiens



Fier partenaire des Canadiens de Montréal
Le logo des Canadiens de Montréal est une marque de commerce enregistrée du Club de hockey Canadien, Inc.

BOMBAY[®]



Événement réceptions des Fêtes CE WEEK-END SEULEMENT!

Cabinet à vin rotatif Drummond

Cour. 1399 \$ 1007121

SOLDE 899 \$



ÉCONOMISEZ
500 \$

Tous les meubles à vin

EN SOLDE



Cabinet à vin Alexandre

Cour. 999 \$ 1003259 **SOLDE 599 \$**

RECEVEZ
GRATUITEMENT
UNE CARTE-
CADEAU² DE
10 \$
POUR CHAQUE ACHAT
DE 100 \$ OU PLUS
CE WEEK-END SEULEMENT



Cabinet vitrine

Cour. 999 \$ 1001103 **SOLDE 599 \$**



Carafes Athena

Cour. 69 \$

SOLDE 49 \$



Table d'appoint Ascott

Cour. 299 \$ 1962448

SOLDE 149 \$



Table d'appoint Harrison

Cour. 299 \$ 1003436

SOLDE 199 \$

DE PLUS... ÉCONOMISEZ **40%** SUR TOUTES LES DÉCORATIONS
ET DÉCOR DE NOËL

**6 MOIS, SANS INTÉRÊT AVEC
PAIEMENTS MINIMAUX[§]**

sur les achats de 500 \$ ou plus traités avec votre carte de crédit BOMBAY^{**}



Ouvrez un compte-carte de crédit BOMBAY aujourd'hui et
ÉCONOMISEZ UN 10 %[†] ADDITIONNEL
sur votre achat total

Décarie, coin Jean-Talon
514 341 4927

Le Carrefour Laval
450 978 5362

Centre Rockland
514 344 4688

Kirkland
514 428 0606

Les Galeries d'Anjou
514 352 7696

Faubourg Boisbriand
450-419-5609

Place Ste-Foy
418 651 7664

Quartier Dix30
450 462 2535

Carrefour Champêtre
450 534 0611

Galleries des Sources
514 683 2722

bombay.ca

[†]Toutes les options de financement sont offertes sous réserve de l'approbation du crédit. Nouveaux demandeurs seulement. [§]Période promotionnelle de 6 mois sans intérêts avec paiements minimaux : Sous réserve de l'approbation du crédit pour les détenteurs de la carte de crédit Bombay. Un achat minimal de 500 \$ est exigé. Un paiement mensuel équivalent au plus élevé de 15 \$ ou de 3.5% de votre solde est exigé durant la période promotionnelle. Les intérêts calculés au taux privilégié s'accumulent sur le solde impayé à compter de la date de l'achat. Si le montant de l'achat et tous les frais facturés à l'égard de l'achat ne sont pas payés avant la date d'échéance de la promotion, les intérêts accumulés sont exigibles et ajoutés à votre solde. Si durant la période promotionnelle vous n'effectuez pas un paiement minimal exigé, l'offre promotionnelle sera annulée et les intérêts accumulés sont exigibles et ajoutés à votre solde. Le solde impayé sur l'offre promotionnelle sera chargé des intérêts au taux privilégié jusqu'à ce que le solde soit payé en entier. Le taux privilégié est de 29.9%. Pour de plus amples détails, demandez à un(e) associé(e). ^{**} Toutes les options de financement sont offertes sous réserve de l'approbation du crédit. ²Cette carte-cadeau ne peut pas être utilisée pour des achats antérieurs. Un achat minimum de 100 \$ est requis. Pour de plus amples détails, demandez à un(e) associé(e).

Violences en Centrafrique Intervention militaire française imminente

BANGUI — Une douzaine de personnes ont été tuées hier près de Bangui, nouvelle poussée de violences intercommunautaires à la veille de l'adoption programmée d'une résolution de l'ONU qui ouvre la voie à une intervention militaire française imminente dans une Centrafrique en pleine anarchie. Le premier ministre centrafricain Nicolas Tiangaye, qui était à Paris où il doit assister au sommet sur la paix et la sécurité en Afrique, a dénoncé des « actes horribles, odieux ». Dix très jeunes enfants ont été sauvagement blessés dans la même attaque, aux membres ou la tête, eux aussi à coups de machettes,

et étaient hospitalisés mercredi à Bangui, ont constaté des journalistes de l'AFP. Les coupables désignés sont des membres de milices d'autodéfense paysannes, les « anti-balaka » (anti-machettes). Ces groupes ont émergé depuis le mois de septembre dans le nord-ouest du pays, en réaction aux exactions sans fin perpétrées par des hommes armés issus des rangs de la coalition rebelle Séléka – dissoute depuis – dirigée par Michel Djotodia qui a renversé en mars le président François Bozizé, arrivé au pouvoir 10 ans plus tôt par un coup d'État.

— Agence France-Presse



PHOTO SIA KAMBOU, AGENCE FRANCE-PRESSE

TRAFIC HUMAIN EN ÉGYPTE

« Les gardes ont violé mes filles devant mes yeux »

Jusqu'à 10 000 citoyens de l'Érythrée sont morts et des dizaines de milliers d'autres ont été battus, violés et torturés dans des cachots secrets du Sinaï, dans l'est de l'Égypte, depuis 2009, selon un rapport européen déposé hier. Une véritable entreprise de la mort, qui a généré plus de 600 millions de dollars en rançons sur une période de quatre ans. Voici les différentes étapes de ce trafic humain méconnu.

NICOLAS BÉRUBÉ

Enlèvements

Chaque année, des milliers de citoyens de l'Érythrée, petit pays d'Afrique de l'Est, sont enlevés: plusieurs sont kidnappés alors qu'ils tentent de fuir le pays, l'une des dictatures les plus brutales du monde. Transportés dans le désert du Sinaï, dans l'est de l'Égypte, ils sont retenus captifs tant que leurs proches ne paient pas de rançon.

Les rançons demandées par les groupes criminels ont augmenté: quand le phénomène a pris son envol, en 2009, ils demandaient aux familles de payer 1000\$US. Aujourd'hui, c'est entre 30 000\$ et 40 000\$US, parfois plus.

Torture

Dans le rapport intitulé *The Human Trafficking Cycle: Sinai and Beyond*, déposé hier au Parlement européen par

des chercheurs néerlandais et suédois, on trouve le témoignage d'un homme de 38 ans, qui décrit comment ses filles, âgées de 12 et 15 ans, et lui ont été arrêtés par des hommes armés alors qu'ils tentaient de fuir l'Érythrée. Ils ont été transportés en voiture jusqu'au Sinaï. « Nous avons été enchaînés et enfermés dans un sous-sol, avec plusieurs autres personnes d'Érythrée. Les gardes ont violé mes filles devant mes yeux. Je me suis évanoui

plusieurs fois. Quand je reprenais mes esprits, ils me montraient mes filles et les agressaient. J'étais hors de moi. Ma plus vieille est tombée enceinte. » Les chercheurs ont aussi parlé à une femme de 25 ans qui a accouché en captivité. « Ils n'ont pas voulu enlever mes chaînes pendant que j'accouchais », a-t-elle déclaré.

Complicité de l'État

Selon les chercheurs, les responsables de ce trafic sont des gangs qui travaillent de concert avec l'appareil de sécurité du Soudan et de l'Érythrée. « Ces groupes profitent de la vulnérabilité de la population pour mener des enlèvements,

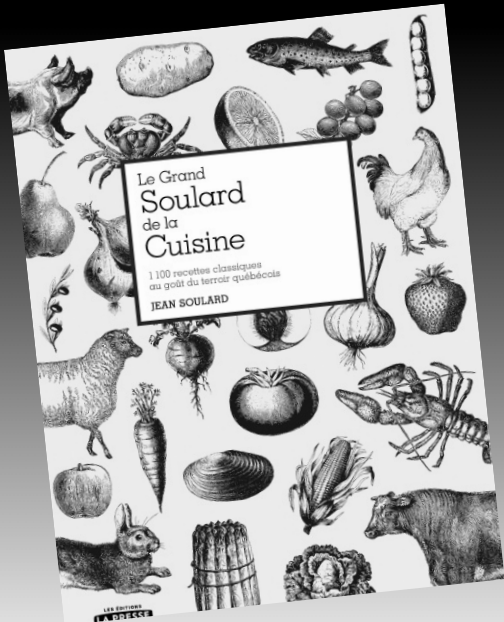
et vendre les victimes au Sinaï à des groupes de Bédouins qui demandent ensuite des rançons aux familles. » Les auteurs accusent le général Teklai Kifle (alias Manjus), responsable de la sécurité frontalière de l'Érythrée, d'être au cœur de ce réseau de trafic humain, qui a fait entre 25 000 et 30 000 victimes depuis 2007. Jusqu'à 10 000 personnes – le quart des personnes enlevées – sont mortes aux mains de leurs ravisseurs. La plus jeune victime recensée par les chercheurs avait 2 ans.

Quitter l'Érythrée

Jetés dans le désert après avoir été battus, violés et torturés – et après avoir pu générer des milliers de dollars en rançon pour leurs ravisseurs –, les citoyens de l'Érythrée qui survivent à leur captivité sont laissés à eux-mêmes. Certains tentent de traverser le désert du Sinaï pour trouver une vie meilleure en Israël. Ceux qui y parviennent se rendent à Tel-Aviv, où ils dorment dans la rue ou s'entassent dans des appartements en ruine. « Là, note le rapport, bon nombre d'entre eux essaient de recueillir de l'argent, pour payer la rançon d'un proche, toujours captif dans le désert du Sinaï. »

À L'OCCASION DE LA GUIGNOLÉE DES MÉDIAS

FAITES UN DON DE **50 \$ ET PLUS** ET RECEVEZ EN CADEAU LE GRAND SOULARD DE LA CUISINE, 1^{ÈRE} ÉDITION, UNE VALEUR UNITAIRE DE 34,95\$



Pour faire un don **minimum de 50 \$** et recevoir votre livre en cadeau, présentez-vous **aujourd'hui seulement** à LA PRESSE, au 750, boul. Saint-Laurent entre 7 h et 18 h.

Seuls les chèques libellés au nom de « **La Grande guignolée des médias** » ou de **l'argent comptant** pourront être acceptés. Un reçu pour crédit d'impôt vous sera envoyé.



LE TOUR DU GLOBE



PHOTO JOEL SAGET, AGENCE FRANCE-PRESSE

France Les députés adoptent la loi sur les clients de prostituées

PARIS — Après des semaines de controverse, les députés français ont adopté hier par une majorité « transpartisane » une proposition de loi visant à pénaliser les clients des prostituées. Le texte punit l'achat d'actes sexuels d'une contravention de 1500 euros. Avant d'entrer en vigueur, il devra cependant passer au Sénat qui devrait l'examiner d'ici fin juin. Les députés ont voté le texte par 268 voix contre 138, 79 s'abstenant.

— Agence France-Presse



PHOTO ARCHIVES ASSOCIATED PRESS

États-Unis La NSA suit à la trace des millions de portables

WASHINGTON — La NSA, l'agence américaine chargée des interceptions de communications, intercepte les données de géolocalisation de centaines de millions de téléphones portables dans le monde, a révélé hier le *Washington Post*, s'appuyant sur des documents fournis par l'ancien consultant Edward Snowden. Six mois après les premières révélations de Snowden, cette nouvelle révélation semble montrer que l'agence américaine est également capable de suivre des personnes à la trace grâce à leur portable, même quand celui-ci n'est pas utilisé.

— Agence France-Presse



PHOTO HUSSEIN MALLA, ASSOCIATED PRESS

Liban Un leader du Hezbollah est assassiné à Beyrouth

BEYROUTH — Un leader du Hezbollah, proche collaborateur de son chef Hassan Nasrallah, a été assassiné hier près de Beyrouth, le coup le plus dur depuis 2008 pour le puissant mouvement libanais qui a accusé Israël. L'assassinat d'Hassan Hawlo al-Lakiss intervient alors que le Hezbollah chiite a envoyé en Syrie des centaines de ses membres combattre les rebelles en Syrie voisine aux côtés du régime de Bachar al-Assad.

— Agence France-Presse



PHOTO ARCHIVES, AGENCE FRANCE-PRESSE

Afrique du Sud Nelson Mandela « ne va pas bien »

JOHANNESBURG — L'ancien président de l'Afrique du Sud, Nelson Mandela, « ne va pas bien », mais il continue de lutter courageusement sur son « lit de mort », ont indiqué des membres de sa famille lors d'une entrevue accordée à la South African Broadcasting Corporation (SABC). M. Mandela a passé tout l'été dans un hôpital de Pretoria, après avoir été admis en juin pour une infection pulmonaire récurrente. Agé de 95 ans, le héros de la libération des Sud-Africains a obtenu son congé en septembre et est rentré chez lui, où il est soigné depuis.

— Agence France-Presse

LES AILES DE LA MODE

COMPLEXE LES AILES SEULEMENT!

VENTE
FIN DE BAIL

50%

WOW! 50-80%
DE RABAIS

* Styles sélectionnés

DE
RABAIS

SUR LE DERNIER PRIX ÉTIQUETÉ

Styles sélectionnés

HABITS POUR HOMMES - COMPARÉ À 299.99\$, NOTRE PRIX 99.99\$, MAINTENANT \$50
ROBES D'OCCASION SPÉCIALE - COMPARÉ À 150\$, NOTRE PRIX 99.99\$, MAINTENANT \$25

HAUTS HABILLÉS
IMPRIMÉS

A PARTIR DE
5^{99\$}
20\$

CAMIS ET
LEGGINGS

5^{99\$}
19.99\$

T-SHIRT
GRAPHIQUE

A PARTIR DE
5^{99\$}
15\$

PANTOUFLE EN
PELUCHE
CONFORTABLE

5^{99\$}
15\$

CHANDAILS

A PARTIR DE
10\$
50\$

CARDIGANS

15\$
50\$

PONCHOS

20\$
60\$+

ROBES
CHANDAIL

A PARTIR DE
20\$
60\$+

BOTTES
À LA MODE

A PARTIR DE
20\$
80\$+

BLOUSONS
EN FAUX CUIR

A PARTIR DE
25\$
60\$+

MANTEAUX
EN LAINE

A PARTIR DE
25\$
150\$

DOUDOUNES
POUR ENFANTS

A PARTIR DE
39^{99\$}
80\$+

MANTEAUX À
CAPUCHON ENCOLURE
FAUX FOURRURE

50\$
100\$

PARKA À
CAPUCHON 3/4

50\$
150\$+

CANADA
weathergear

SUPER TRIPLE GOOSE
MANTEAUX EN DUVET

A PARTIR DE
50\$
295\$+

AILES CENTREVILLE
LES AILES DE LA MODE

COMPLEXE LES AILES
677 STE-CATHERINE OUEST

* 50% de rabais styles sélectionnés Des exceptions peuvent s'appliquer, voir détails en magasin. * Ne peut pas être jumelé avec une autre offre.

DÉBATS

LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration
Guy Crevier > Président et éditeur
Éric Trottier > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
Mario Girard > Directeur principal de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAUX

Deux projets,
un bureau



FRANÇOIS CARDINAL
francois.cardinal@lapresse.ca

La rencontre au sommet entre Stephen Harper et Pauline Marois au sujet du pont Champlain, mardi, est à la fois une bonne et une mauvaise nouvelle. Bonne parce qu'elle traduit l'importance que lui accordent les deux gouvernements, mauvaise parce qu'elle montre le gouffre qui les séparent sur cette question.

Il est impossible d'arrimer le futur pont et le SLR en se contentant de réunions occasionnelles.

Le remplacement du pont Champlain a beau être un enjeu capital que ne doit ralentir aucune préoccupation politique, il est aujourd'hui freiné par des chicanes de clocher qui n'ont pas leur place dans le dossier. Deux enjeux critiques opposent en effet les deux gouvernements: le train léger et le financement du pont. D'abord, l'intégration du mode de transport collectif à la future structure n'est pas réglée. Certes, le ministre Denis Lebel accepte maintenant l'idée d'inclure des rails dans son projet, mais là s'arrête son engagement. Tout le reste relève de Québec, à ses yeux. Or il est virtuellement impossible d'arrimer deux projets de cette ampleur en se contentant de réunions occasionnelles. Le pont, avec ses nombreux raccords et ses approches à réorienter, est d'une complexité inouïe. Le système léger sur rail (SLR), avec son tracé vers le centre-ville et son intégration au

La forteresse



MARIO ROY
mroy@lapresse.ca

Québec compte légiférer, en février, sur ce qu'il est convenu d'appeler le «prix unique» du livre. La loi décrètera que les nouvelles parutions seront interdites de rabais supérieur à 10% au cours des neuf premiers mois de leur mise en vente. Il s'agit, on le sait, de sortir du marché les grandes surfaces, qui consentent des rabais plus importants sur un nombre restreint de titres populaires. Et ce, espère-t-on, au profit des libraires indépendants. L'idée n'est pas neuve. Elle s'inspire de la loi française adoptée en 1981. Et, l'édition québécoise étant organiquement liée à celle de la métropole d'outre-Atlantique, les pressions exercées dans le but de pousser le gouvernement du Québec à faire de même durent depuis plus de trois décennies. Or, il s'agit essentiellement de cimenter un rang de pierre de plus au sommet du rempart qui ceint la forteresse assiégée de la chaîne traditionnelle – et sacrée! – du livre.

On ne reprendra pas les arguments plaidés de part et d'autre dans ce dossier. Ils ont été exposés jusqu'à plus soif, notamment dans cette colonne. En 2013, la situation est simplement celle-ci: le prix unique est une solution apportée à un problème en train de s'évanouir, enseveli sous d'autres

réseau routier de part et d'autre du fleuve, l'est tout autant. D'où l'idée proposée par le ministre provincial Sylvain Gaudreault de mettre sur pied un bureau de projet unique intégrant les équipes chargées du pont ET du SLR, afin de penser, concevoir, élaborer et construire les deux projets d'un bloc. Seule façon d'inaugurer le tout en 2018. Pourtant, Ottawa ne semble pas chaud à l'idée. Non seulement le ministre Lebel a-t-il répété que le pont était fédéral et le train provincial, mardi soir, mais les échos de la rencontre laissent croire à une fermeture de Stephen Harper sur cette question. Cet entêtement politique est incompréhensible, d'autant que le gouvernement Marois s'est rendu à l'idée de financer son SLR par l'entremise du fonds Chantier Canada, comme l'exigeait Ottawa. Au tour de ce dernier de mettre de l'eau dans son vin. Le deuxième point de discorde est le financement, qui lui aussi est victime d'un entêtement politique. Mais provincial cette fois.

Ottawa répète à qui veut l'entendre qu'il n'y aura pas de pont sans péage, une position qui devrait inciter Québec et le Grand-Montréal à mener enfin à terme leur réflexion sur le sujet. Or le gouvernement Harper a beau avoir fait connaître ses intentions il y a deux ans, rien n'a bougé depuis. Le gouvernement Marois se contente de réitérer son opposition au péage, comme Montréal et la région d'ailleurs. Tout ce beau monde ferait œuvre plus utile en poussant l'idée d'un réseau de péages métropolitain (sur les autoroutes et non les ponts, idéalement), afin d'éviter le ressac d'un unique péage et de tirer les recettes nécessaires aux routes et aux transports en commun, puis d'intégrer le fédéral aux discussions par la suite afin que le tout s'arrime en 2018. Sur le bureau de projet, la balle est dans le camp d'Ottawa, mais sur le financement, elle est dans le camp de Québec.

beaucoup plus sérieux. En août dernier, la commission parlementaire qui a fouillé le sujet en avait relevé quelques-uns et le principe de réalité en impose quelques autres. Un: les Québécois lisent peu de livres. Moins encore qu'avant (les ventes ont considérablement diminué depuis 2008). Souvent parce qu'ils en sont incapables: le taux d'illettrisme fonctionnel flotte autour de 50%! Il s'agit du problème fondamental, structurel. Et c'est la cage du ministère de l'Éducation qu'il faut énergiquement secouer, non la tirelire du lecteur occasionnel qui mélange les livres et les petits pois chez Costco ou Walmart. Deux: ça ne marchera pas. Pourquoi? Parce que les gens dont nous venons de parler ne se précipiteront pas chez le libraire indépendant. Parce qu'ailleurs, l'efficacité du prix unique n'est pas aussi claire qu'on le prétend: en France, les libraires ont dû encore récemment se pourvoir des secours directs de l'État. Enfin et surtout, parce que la vente en ligne et la distribution numérique du livre, un commerce sans frontières, vont graduellement prendre dans le monde de l'édition une place équivalente à celle qu'elles occupent dans celui de la musique enregistrée. Soyons positifs. Le ministre de la Culture, Maka Kotto, a prévu une période de trois ans pour évaluer les retombées réelles de la loi. Suggestion? On pourrait aussi en profiter pour étudier le modus operandi des libraires indépendants qui survivent et même prospèrent. Car il y en aura toujours, prix unique ou pas. Il s'agit et s'agira de ceux qui ne craignent pas d'abaisser le pont-levis et de se fondre dans l'univers qui évolue à la vitesse grand V autour d'eux.

LISÉE NOMME BOISCLAIR DANS LE GRAND NORD

DROITS RÉSERVÉS/serge.chapleau@lapresse.ca

OPINION

Le dictateur fréquentable



JOCELYN COULON
L'auteur (j.coulon@umontreal.ca) est directeur du Réseau de recherche sur les opérations de paix, affilié au CÉRIUM de l'Université de Montréal. Il collabore régulièrement à nos pages Débats.

Le président Bachar al-Assad, accusé encore cette semaine de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, est-il en passe de redevenir fréquentable? Au moins trois indices le laissent croire. La Syrie respecte à la lettre son engagement de détruire ses armes chimiques, engagement contenu dans un accord négocié entre Américains et Russes en septembre à la suite de l'attaque chimique du 21 août dernier en banlieue de Damas, où plusieurs centaines de personnes sont mortes. Les deux grandes puissances – spécialistes des armes chimiques – ont bien fait les choses. L'accord prévoit un calendrier réaliste et crédible pour l'identification, le démantèlement et la destruction des stocks d'ici juin 2014. À ce jour, Damas en respecte toutes les étapes, au point où les États-Unis cherchent désespérément des partenaires qui accepteraient d'entreposer les stocks avant de les détruire.

Pendant ce temps, l'opposition piétine, se divise et se radicalise. Il y a un an, au Maroc, lors d'une rencontre de soutien, elle triomphait. Les Américains laissaient même entendre que Damas allait tomber un mois plus tard. L'euphorie est vite retombée, même si l'attaque chimique d'août avait laissé croire un moment qu'un déluge de bombes américaines et françaises sur les positions gouvernementales syriennes ouvrirait le chemin du pouvoir aux rebelles. Depuis, le régime a repris des forces, et les rebelles n'arrivent toujours pas à présenter un front uni. Il y a même deux groupes qui roulent pour al-Qaïda et n'entendent à aucun prix jouer le jeu de l'unité. Ce paysage, où le boucher de Damas apparaît «raisonnable» et où l'opposition perd en crédibilité, explique sans doute pourquoi, loin des caméras, des diplomates occidentaux retournent chaque jour à Damas pour rétablir les relations avec le président syrien et ses collaborateurs.

Le champ de bataille est devenu un maelstrom où les combattants d'al-Qaïda et des centaines de djihadistes venus d'Europe se mêlent à ceux de la rébellion syrienne et en font un mouvement dont les faits et gestes deviennent chaque jour plus difficiles à contrôler pour les Occidentaux. Ces derniers voient donc la nécessité de retisser des liens avec le président syrien afin de sonder ses intentions à la veille de l'ouverture de la conférence de Genève, dont l'objectif est de pousser l'opposition et le régime à négocier l'avenir de la Syrie. Que se dessine-t-il? Les Occidentaux semblent revoir à la baisse leurs attentes, entre autres celle du départ immédiat du président. La bonne

Des diplomates occidentaux retournent chaque jour à Damas pour rétablir les relations avec le président syrien et ses collaborateurs.



Ceux qui font le déplacement ne sont pas encore les représentants des grandes puissances, seulement de petits pays, comme la République tchèque, le Danemark, la Roumanie ou l'Autriche. Les contacts sont discrets, mais bien réels, et le régime en profite pour rappeler qu'il est moins isolé que certains le prétendent. Les Occidentaux sont à la fois inquiets et prévoyants. Ils n'apprécient pas ce qui se passe sur le terrain et veulent ménager l'avenir en prévision de la conférence de paix de Genève le 22 janvier prochain.

conduite de Bachar al-Assad relativement aux armes chimiques est sans doute le prétexte pour oublier cette exigence. Et que dire du rôle de l'Iran, partisan du régime syrien, qui détient de nombreuses cartes permettant une sortie de crise? A-t-il, par exemple, influé sur le comportement du président syrien? L'Histoire dira si les négociations secrètes entre Américains et Iraniens sur le nucléaire portaient uniquement sur cette question ou si les contours d'une paix en Syrie ont fait l'objet d'un marchandage.

LA PRESSE CA

LE BLOGUE QUEL AVENIR POUR MONTRÉAL?

Champlain: pourquoi pas un chien de garde architectural?

par François Cardinal

LA QUESTION DU JOUR

Le gouvernement du Québec n'écartera pas une hausse du tarif pour les garderies, présentement gelé à 7\$. Seriez-vous d'accord avec...

Une indexation annuelle , 23%
Une hausse à 9\$, 16%
Le gel doit être maintenu , 61%

Résultats à 17h40, hier
> 29 429 répondants

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

VOUS VOLEZ EXPRIMER VOTRE OPINION? Écrivez-nous à debats@lapresse.ca

RÉDACTION 514.285.7070 commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT 514.285.6911 ou 1.800.361.7453 www.lapresse.ca/abonnement

PUBLICITÉ 514.285.6931

PETITES ANNONCES 514.987.8363 ou 1.866.987.8363 petitesannonces@lapresse.ca

DÉCÈS 514.285.6816 dec@lapresse.ca

CARRIÈRES 514.285.7320 carrieres@lapresse.ca

Seule La Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien La Presse est publié et édité par La Presse, ltée dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. Inc. Guy Crevier, Président et éditeur.

À BIEN Y PENSER

DÉBATS

Depuis la réouverture des voies du pont Champlain, la STM a réduit le nombre de wagons des rames de métro desservant la station Longueuil, le ramenant à ce qu'il était auparavant. En conséquence, de nombreux passagers restent en plan sur le quai devant des wagons bondés. S'il s'agit d'une stratégie pour renvoyer les usagers à leur baignole, c'est réussi!

— Christian Daneau

CHARTER
Front commun
des universités



C'est à un vaste front commun des universités que va se heurter le gouvernement Marois avec son projet de charte.

Avec le «non» de l'UQAM, une institution très proche du PQ, l'opposition prend un tour de plus en plus embarrassant pour le ministre Drainville, même si ce dernier, continuant à siffler dans le cimetière, semble ne voir aucun problème à ce que son projet de loi soit honni par tant d'institutions-clés, des municipalités montréalaises au monde hospitalier et aux enseignants de la métropole.

Sans surprise, McGill, Bishop's (et sûrement Concordia demain) ont pris position, la rectrice de McGill, Suzanne Fortier (une Québécoise née à Saint-Timothée) affirmant que les dispositions coercitives de la Charte entraîneraient une fuite des cerveaux. Sans surprise non plus, l'Université de Montréal a emboîté le pas avec une résolution de ses instances.

L'interdiction
des signes religieux
va à l'encontre
de la nature même
des universités.

L'opposition de l'Université de Sherbrooke a étonné un peu plus, dans la mesure où cette université est devenue, depuis quelques années, une sorte d'annexe des gouvernements tant libéraux que péquistes, qui lui ont emprunté plusieurs ministres et experts-conseils. Mais la rectrice Luce Samoisette a été très claire: la clause sur les signes ostentatoires, «c'est inapplicable».

Il serait surprenant que l'Université Laval fasse cavalier seul, au risque d'avoir l'air d'une institution «provinciale» attelée aux diktats gouvernementaux plutôt qu'aux principes qui devraient guider les institutions de haut savoir. On peut également s'attendre à ce que l'Université du Québec à Chicoutimi soit sur la même longueur d'onde que son plus célèbre chercheur, le professeur Gérard Bouchard.

On sait que le PQ n'a pas cessé, depuis la fronde des carrés rouges, de se moquer des universités, mais ici, l'enjeu est plus grave. L'opposition de la quasi-totalité de la communauté universitaire va faire boule de neige à travers le monde, les universitaires étant des gens qui voyagent partout et font partie de réseaux internationaux autrement plus crédibles que Twitter et compagnie.

La position dont le recteur de l'UQAM, Robert Proulx, a fait part au *Devoir* est très ferme.

Tout en martelant que l'UQAM a toujours été une institution laïque qui reconnaît l'égalité homme-femme (cela va sans dire!), M. Proulx affirme que l'interdiction des signes religieux va «à l'encontre de [la nature] même des universités et des principes de liberté académique» et constitue une ingérence caractérisée dans la gestion des universités. Une ingérence pas plus acceptable, dit-il en substance, que si le gouvernement entendait dicter aux professeurs «comment penser et préparer leurs cours».

«Le rôle des universités, dit-il, est d'assurer le progrès social et ça se fait par une pratique d'ouverture, et ça implique le respect absolu de la liberté de conscience.»

À ce plaidoyer, le ministre Drainville répond platement que «les universités font partie de l'administration publique au sens large» et rappelle comiquement que la Charte fait exception pour les facultés de théologie! De toute évidence, le ministre ne comprend pas le sens de l'expression «liberté académique».

Cela dit, les universités ne sont pas un cas à part. Même si les aspects coercitifs de la Charte seraient particulièrement nocifs pour la recherche universitaire, ils sont tout aussi inacceptables dans les autres secteurs, y compris dans l'enseignement primaire et secondaire.

L'ancien chef du Bloc Gilles Duceppe l'a très bien dit: «Les enseignants ne sont pas les représentants de l'État.» Heureusement! faudrait-il ajouter. Ce n'est que dans les sociétés totalitaires que la classe dirigeante s'arroge le droit de régir les esprits.

Si jamais cette charte devait devenir loi, il faudrait s'attendre à de très vastes mouvements de désobéissance civile, lesquels commenceront probablement sur les campus universitaires, avec les conséquences prévisibles pour l'image du Québec.



Les investissements dans les transports collectifs génèrent 2,5 fois plus d'emplois que ceux dans nos routes, dit l'auteur.

PHOTO HUGO-SÉBASTIEN AUBERT, LA PRESSE

Consommer moins
de pétrole, c'est rentable



KAREL MAYRAND
L'auteur est directeur général pour le Québec de la Fondation David Suzuki.

Depuis plusieurs mois, la fièvre du pétrole s'est emparée de la classe économique et politique québécoise. À en croire certains, le salut économique du Québec passe par deux oléoducs et deux gisements potentiels de pétrole, celui d'Anticosti et du golfe Saint-Laurent.

Et pendant que l'on s'échine sur ces projets, on garde le silence sur une vérité qui dérange: le principal talon d'Achille économique du Québec est sa dépendance au pétrole, et réduire notre consommation d'or noir serait plus profitable économiquement que de se lancer tête première dans l'industrie pétrolière.

Le Québec a un déficit commercial de 28 milliards\$ et celui-ci est alimenté pour près de la moitié par les importations de pétrole, dont la valeur a considérablement augmenté depuis 2003 en raison d'une hausse des cours mondiaux du baril d'or noir.

Le second produit d'importation du Québec est l'automobile, si bien que plus des deux tiers de notre déficit commercial trouvent leur source dans le couple pétrole-automobile. Le ménage québécois moyen consacre aujourd'hui 18% de ses revenus au transport, soit près d'un dollar sur cinq.

Cette situation est vue comme une fatalité par trop de gens. Pourtant, à la suite des chocs pétroliers de 1973 et 1980, le Québec a diminué sa consommation de pétrole de 40% en quelques années à peine, de 1978 à 1983. Cet exploit a été réalisé par des investissements majeurs dans la conversion au chauffage électrique et par d'autres mesures.

Les bénéfices ont été énormes, non seulement pour l'économie québécoise, qui s'en est trouvée moins vulnérable à la hausse du prix du pétrole, mais aussi pour les ménages québécois, qui

du Québec, dont une partie importante reviendrait dans les poches des ménages, puisque ce sont eux qui paient la majeure partie de la facture pétrolière. Mieux encore: un tel plan diminuerait leur charge fiscale fédérale et provinciale puisque les taxes sur l'essence représentent près de la moitié du coût à la pompe. Le revenu disponible d'une majorité de ménages québécois s'accroîtrait, ce qui donnerait une bouffée d'oxygène à une classe moyenne surendettée.

Les avantages ne s'arrêtent pas là. Un plan d'action efficace pour réduire la consommation de pétrole devrait passer par les transports collectifs. Or, selon une étude de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, les investissements dans les transports collectifs génèrent 2,5 fois plus d'emplois et 2,7 fois plus de retombées économiques au Québec que les investissements dans nos routes.

Un plan qui réduit notre déficit commercial, augmente le revenu disponible des ménages, diminue le fardeau fiscal et crée de l'emploi. Cette vérité semble tellement dérangeante que l'élite économique et politique québécoise préfère l'ignorer.

Le gouvernement Marois a été élu en faisant la promesse de réduire de 30% la facture de pétrole dans nos transports d'ici 2020. Mais plus d'un an après son entrée en fonction, on attend toujours le début d'un plan à cet égard. Qu'attend-on au juste pour s'y mettre?

Le ménage québécois moyen
consacre aujourd'hui 18 %
de ses revenus au transport,
soit près d'un dollar sur cinq.

ont vu leur facture énergétique diminuer, un effet qui se fait toujours sentir aujourd'hui.

Imaginons un instant que le Québec se dote d'un plan ambitieux et pragmatique visant à réduire sa consommation de pétrole de 10% d'ici 2020, soit quatre fois moins que ce qui a été fait par le gouvernement Lévesque au tournant des années 1980.

Ce plan remettrait en circulation 1,2 milliard de dollars dans l'économie

L'enfant et le caillou

Les grands hommes savent rester humbles et reconnaître leurs erreurs



LUCIE MORIN
L'auteure est professeure titulaire à l'École des sciences de la gestion de l'UQAM

Quand mes deux filles étaient au primaire, la direction de leur école invitait chaque année les parents à une rencontre de bienvenue début septembre. Cet événement commençait toujours par un discours de la directrice.

Je me souviens d'un en particulier. Je l'ai utilisé plusieurs fois par la suite pour éduquer mes enfants sur le sens de la responsabilité. Je crois que comme société, si on veut avancer, il faut que chacun de nous soit responsable de ses actes.

Durant cette allocution, la directrice nous a raconté une histoire. Celle d'un enfant de maternelle et d'un caillou. En passant dans un couloir, la directrice avait remarqué une longue égratignure en continu sur plusieurs casiers. Elle avait aussi remarqué un élève avec un caillou. Lui demandant des explications, l'enfant de 5 ans lui avait répondu avec assurance: «Ce n'est pas moi, c'est le caillou qui l'a fait».

Cette histoire m'est revenue en mémoire mardi quand j'ai lu l'article intitulé: «Comptes de dépenses: Charles Lapointe s'explique». M. Lapointe nous explique, si j'ai bien compris ses propos et si ceux-ci ont bien été rapportés par la presse, que toutes les dépenses irrégulières révélées par le Vérificateur général ne sont pas de sa faute puisque ce n'est pas lui qui remplissait ses comptes de dépenses.



La rémunération, l'indemnité de départ et les dépenses de Charles Lapointe, ex-PDG de Tourisme Montréal, ont soulevé une vive controverse au cours des derniers jours.

PHOTO ROBERT MAILLOUX, LA PRESSE

Selon les très nombreuses données probantes sur le leadership, les grandes femmes et les grands hommes

la chance d'en avoir. J'aimerais aussi leur raconter l'histoire de l'enfant et du caillou.

Charles Lapointe nous explique que toutes les dépenses irrégulières
révélées par le Vérificateur général ne sont pas de sa faute puisque
ce n'est pas lui qui remplissait ses comptes de dépenses.

savent rester humbles et reconnaître leurs erreurs. C'est ce que je vais enseigner un jour à mes petits enfants si j'ai

P.-S. Merci soeur Lise pour ce discours passionné. Il fera toujours partie de mon coffre à outils.

GMC SIERRA 1500



MEILLEURE CAMIONNETTE

LE GMC SIERRA COMPLÈTEMENT REDESSINÉ NOMMÉ MEILLEURE CAMIONNETTE SELON L'ASSOCIATION DES JOURNALISTES AUTOMOBILE DU CANADA. LA CONCEPTION INCROYABLE L'EMPORTE.

- LE V8 LE PLUS ÉCONOMIQUE DANS UN PICKUP, SURPASSANT MÊME LE V8 ECOBOOST DU FORD F-150 (CONSOMMATION DE CARBURANT COMBINÉE)*
- LE PLUS DE PUISSANCE OFFERTE DANS UN PICKUP; 420 CH ET UN COUPLE DE 460 LB-PI**
- LA MEILLEURE CAPACITÉ MAXIMALE DE REMORQUAGE OFFERTE DE SA CATÉGORIE: JUSQU'À 12 000 LB†
- LE SIERRA 2014 À CABINE MULTIPLACE A OBTENU UNE COTE DE SÉCURITÉ DE 5 ÉTOILES‡
- LA CABINE LA PLUS SILENCIEUSE DE SA CATÉGORIE#



UNE CONCEPTION INCROYABLE DEVENUE UN CAMION.

GMC
CALIBRE : PROFESSIONNEL

*La cote de consommation de carburant combinée du Sierra 1500 2014 équipé en option du moteur V8 EcoTec3 de 5,3 L avec une boîte automatique 6 vitesses est établie à 11,0 L/100 km (4x2) et à 11,4 L/100 km (4x4). D'après les essais effectués par GM conformément aux méthodes approuvées par Transports Canada. Votre consommation réelle de carburant peut varier. Selon le segment des grands pickup 2013 de wardsauto.com et les renseignements concurrentiels les plus récents disponibles. Exclut les autres véhicules GM. **Lorsque équipé en option du moteur V8 EcoTec3 de 6,2 L. Selon le segment des grands pickup service léger 2013 de wardsauto.com et les renseignements concurrentiels les plus récents disponibles. Exclut les autres véhicules GM. †Exige le Sierra 4x2 à cabine double ou multiplace équipé en option du moteur V8 EcoTec3 de 6,2 L et du groupe de remorquage MAX. La capacité de remorquage maximale est calculée en soustrayant du poids à vide d'un véhicule de base, le poids de toutes les options nécessaires pris en compte lors du calcul de ce paramètre, ainsi que celui du conducteur. Le poids de l'équipement en option, des passagers et du matériel transporté viendront réduire la capacité de remorquage maximale de votre véhicule. Selon les données 2013 de wardsauto.com pour le segment des grands pickup service léger et les renseignements concurrentiels les plus récents disponibles. Exclut les autres véhicules GM. ‡Les cotes de sécurité 5 étoiles du gouvernement des États-Unis font partie du programme d'évaluation des nouveaux véhicules de la National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA) (www.SaferCar.gov). #Selon le segment des grands pickup 2013 de wardsauto.com et les renseignements concurrentiels les plus récents disponibles. Exclut les autres véhicules GM. ©2013 General Motors du Canada Limitée. Tous droits réservés. GM[®] GMC[®] Sierra[®] Calibre: professionnel[®]